

LA LETTRE

DE L'OBSERVATOIRE GÉOSTRATÉGIQUE DE GENÈVE

« Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire. »

VOLTAIRE (1694-1778),
citation apocryphe



N°11 - DÉCEMBRE 2023

EDITO



Défendre l'esprit de Genève

par Alain Jourdan - Rédacteur en Chef

Il ne tient qu'à vous de pérenniser la diffusion de La Lettre de l'Observatoire Géostratégique de Genève que vous tenez entre vos mains. Si vous l'avez déjà lu vous savez que son contenu se distingue par la richesse et la diversité des articles et analyses que vous pouvez y trouver. Notre centre de recherche fonctionne en réseau et ne jouit, à cette heure, d'aucun financement public ou privé. C'est la raison pour laquelle nous vous invitons à soutenir notre initiative par un don à notre association. Après un peu plus de deux ans d'existence, l'Observatoire Géostratégique de Genève contribue à la fois au rayonnement de ce

que l'on appelle la Genève internationale mais aussi à la défense de l'usage du français. Cela sans aucun soutien de l'Organisation de la Francophonie.

Si nous avons connu un développement rapide c'est grâce à la souplesse de notre organisation et l'esprit qui anime tout ceux qui nous ont rejoint. Pour dire les choses simplement, nous ne sommes pas du côté des donneurs de leçons ou de ceux qui ont une vision étriquée du monde et des changements qui l'agitent. Pour comprendre ce qui est en train de se passer nous avons choisi d'écouter et de relayer des points de vue ou des analyses qui peuvent être différentes ou opposées.

Suite page 02



À LA UNE DE CETTE LETTRE



Le Hezbollah et les Iraniens ont été dépassés par l'ampleur prise par cette attaque
P.02



Élections au Venezuela : entre espoirs et inquiétudes. Le prochain candidat devra apporter une note de libéralisme.
P.8



L'Inde contemporaine se veut grande puissance et entend agir comme telle. Bonne nouvelle pour certains, menace pour d'autres.
P.22



La face cachée de la Guerre informationnelle : des manipulations et des opérations de déstabilisation.
P.24

EN BREF...

Les ONG cibles de cyberattaques

Un rapport du CyberPeace Institute (<https://fr.cyberpeaceinstitute.org/>) révèle que sept organisations non gouvernementales humanitaires sur dix liées à la Genève internationale cesseraient de fonctionner en cas d'attaque informatique.

Selon ce centre de recherche, 41 % des ONG déclarent avoir été victimes d'une cyberattaque dans les trois dernières années.

Toutes les ONG qui ont été victimes d'attaques déclarent qu'il ne s'agissait pas d'incidents isolés.

Les ONG de la Genève internationale ont du mal à concilier leurs modèles de fonctionnement avec l'évolution rapide du contexte numérique et les be-

soins en matière de cybersécurité. 33 % déclarent ne pas disposer de compétences informatiques en interne, et 56 % déclarent ne pas affecter de budget à leurs besoins en matière de cybersécurité

Le Canada investit dans sa sécurité

Lors du récent Forum sur la sécurité internationale d'Halifax en Nouvelle-Écosse, auquel participait le chef de l'Armée suisse Thomas Süssli, le ministre canadien de la Défense, Bill Blair, a annoncé qu'une politique de défense canadienne actualisée sera lancée dans les prochains mois. « Ici, chez nous, notre souveraineté dans l'Arctique est de plus en plus remise en question par la Russie et la Chine », a-t-il déclaré.

Le Canada a entamé une modernisation majeure de



ses capacités au sein du commandement conjoint américano-canadien de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Lequel est chargé des missions d'alerte aérospatiale, de contrôle aérospatial et d'alerte maritime pour l'Amérique du Nord. La mise à niveau du NORAD est estimée à 38,6 milliards de dollars canadiens au cours des 20 prochaines années.

Une modernisation importante de la marine canadienne est également en cours, notamment en vue des activités dans l'Arctique.



Aujourd'hui, les réseaux sociaux et l'appauvrissement de l'information ont contribué à hystériser le débat public. Des intellectuels, des chercheurs, des diplomates, des politiques et même des journalistes ont basculé du côté sombre de la force. Beaucoup font fi de la demande de respect et d'écoute qui accompagne les bouleversements géopolitiques du moment. Ils n'émanent pas seulement de pouvoirs contestables, c'est aussi l'exigence première des sociétés et des peuples qui aspirent à trouver leur place dans le nouvel ordre mondial.

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous essayons de promouvoir une approche non ethnocentrée des problématiques internationales. Pour ce faire, La Lettre de l'Observatoire Géostratégique de Genève est en train de développer son réseau de diffusion en Europe, en Amérique du Nord, en Asie, en Afrique et au Maghreb avec des éditions personnalisées. L'aventure de l'Observatoire Géostratégique de Genève ne fait que commencer. Outre la publication de notre Lettre nous nous positionnons comme organisateur de conférences et débats et quand nous le pouvons, nous nous mettons au service de la médiation et de la paix. « Nous partîmes cinq cents ; mais par un prompt renfort nous nous vîmes trois mille en arrivant au port ». Il ne tient qu'à vous de nous soutenir et nous rejoindre. Outre un appel aux dons, c'est un appel aux femmes et aux hommes de bonne volonté. Notre démarche est aussi une réponse au défi immense que pose le contexte de guerre informationnelle. Il n'existe pas de solution simple. Pour notre part nous faisons le choix de l'intelligence et de la transparence en invitant nos lecteurs à exercer plus que jamais leur esprit critique. Les articles et analyse que nous publions sont tous signés. Ils sont des contributions qui aspirent seulement à enrichir le champs de nos connaissances et à renforcer nos capacités d'analyse. Au-delà, il y a une volonté forte de défendre l'esprit de Genève et sa matrice pacificatrice.



Les islamistes croient aux signes. Ils voient dans les nombres et leur récurrence une manifestation de la volonté divine.

« Le Hezbollah et les Iraniens ont été dépassés par l'ampleur prise par cette attaque »

Propos recueillis par Alain Jourdan



Spécialiste de l'islam et du monde arabe contemporain, Gilles Kepel était de passage à Genève dernièrement pour décrypter la crise qui se joue au Proche-Orient. Selon le politiste français qui vient de publier Prophète en son pays aux éditions de l'Observatoire, l'Iran a voulu profiter de la crise politique interne à Israël pour encourager une attaque et prendre le leadership du monde arabe. Un plan qui lui aurait en partie échappé.

On a beaucoup spéculé sur le rôle de l'Iran dans l'attaque du 7 octobre dernier. Avec quelques semaines de reculs, que sait-on de plus ?

On n'en connaît encore pas tous les détails mais il y a pas mal de choses qui commencent à sortir et notamment les entraînements du Hamas sous l'égide des milices chiites sur le territoire irakien et au Liban dans les mois qui ont précédé. Les Iraniens comme les Palestiniens ont vu les Israéliens se diviser

EN BREF...

Le Royaume-Uni et la Turquie renforcent leur coopération

Le 23 novembre, lors d'un déplacement à Ankara, le secrétaire britannique à la Défense, Grant Shapps, a signé un protocole d'accord avec son homologue turc, Yaşar Güler, en vue de renforcer la coopération militaire entre les deux pays.

Ce texte « fournira le cadre d'une collaboration plus étroite pour mener des activités supplémentaires qui seront bénéfiques pour la sécurité et la prospérité » du Royaume-Uni et de la Turquie, a fait valoir le ministre britannique de la Défense. Et cela renforcera, a-t-il ajouté, la « sécurité nationale, régionale et internationale ».

Faute de pouvoir se procurer des F-35A pour avoir acquis des systèmes russes de défense aérienne S-400, Ankara s'est tourné vers l'Eurofighter Typhoon.

Philippine : la France s'implique dans la sécurité de l'espace maritime

Le secrétaire philippin à la Défense Gilbert Teodoro et son homologue français Sébastien Lecornu ont signé une lettre d'intention portant sur la sécurisation juridique des différents partenariats opérationnels.

L'objectif étant de créer de l'interopérabilité et de l'intimité stratégique entre les deux armées en

augmentant par exemple la fréquence des escales navales et des déploiements aériens français aux Philippines.

La présence française restera néanmoins anecdotique au regard des moyens déployés dans la région par les Etats-Unis pour contrer la Chine. Paris affirme se positionner comme puissance d'équilibre Asie-Pacifique.

RDC : début de la campagne pour les élections générales

La campagne pour les élections présidentielles, législatives et locales, prévues le 20 décembre 2023, a débuté en République démocratique du Congo



après le retour de Netanyahu. Ils s'en sont réjoui et ont senti la faille avec une armée redéployée en Cisjordanie à la demande de Ben Gvir et Smotrich pour soutenir les colons au détriment de la frontière sud. Cependant, il semble qu'il y a eu un problème dans la chaîne de commandement. Le Hezbollah et les Iraniens ont été dépassés par l'ampleur prise par cette attaque. Ça leur a échappé des mains. La razzia n'aurait pas été préparée en détails. Après l'assaut, il y a eu plus de 3000 personnes du nord de Gaza qui se sont engouffrées dans la brèche. C'est sans doute parmi elles que se trouvent ceux qui ont commis les exactions les pires. Ce qui s'est passé n'aurait pas été décidé par Ismaël Qaani le successeur de Ghassem Soleimani, le chef des Pasdarans iraniens mais par Mohammed Deif, le chef militaire du Hamas à Gaza, qui est l'homme que les Israéliens cherchent à tuer, sans succès jusqu'à ce jour. Ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas le garagiste de base du Hamas qui est capable de mettre sur pied une telle opération.

Quelle que soit son niveau d'implication, cette crise sert-elle le jeu de l'Iran ?

Daech est démembrée et al-Qaïda n'est plus que l'ombre d'elle-même. C'est ce qui permet à l'Iran de récupérer l'islamisme sunnite en profitant du vide et de s'emparer de la cause palestinienne. Désormais, le Hamas obéit aux ordres de Téhéran et de ses gardiens de la révolution. Et c'est le Hezbollah, bien que chiite, qui monopolise la parole. Le 3 novembre, le chef du mouvement, Hassan Nasrallah a prononcé un discours adapté à la totalité des publics arabes de Casablanca à Oman.

Les Américains n'ont donc pas d'autre alternative que de mettre la pression sur l'Iran ?

Les Américains ont envoyé deux porte-avions, le *Gerald Ford* et le *Eisenhower* ainsi qu'un sous-marin nucléaire. Ce n'est pas rien. C'est un avertissement lancé au Hezbollah. Le message est clair : si vous lancez une attaque contre Israël vous serez vitrifiés.

Pourquoi est-ce la date du 7 octobre qui a été choisie pour mener cette attaque ?

Les islamistes croient aux signes. Ils voient dans les nombres et leur récurrence une manifestation de la volonté divine. Par exemple, les attentats de Madrid ont eu lieu 911 jours exactement après le 11 septembre 2001. Le 7 octobre 2023 renvoie au 6 octobre 1973 jour du déclenchement de la guerre du Kippour, il y a tout juste 50 ans. Enfin, n'oublions pas que cette attaque a été lancée quelques jours après que deux ministres israéliens ont été reçus officiellement en Arabie saoudite. Ce qui était une première.

Les accords d'Abraham peuvent-ils survivre au conflit ?

Oui, mais peut-être pas sous leur forme initiale. Ces accords sont structurels. Les gouvernements qui se sont impliqués dedans n'ont aucun intérêt à y renoncer. Ce serait un signe d'affaiblissement considérable et porteur d'un très gros problème de stabilité pour le Maroc, la Jordanie, l'Égypte etc. Pour l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, la relation avec l'État hébreu est extrêmement importante. Israël leur fournit un armement sophistiqué face à l'Iran et eux, en échange, financent sa high-tech avec leur pétrodollars. C'est aussi pour cela qu'Israël a besoin aujourd'hui d'une victoire militaire quel que soit le coût parce que c'est sa crédibilité comme armée invincible qui est en jeu. Et si celle-ci s'effondre, les gouvernements arabes ne voudront plus signer d'accord. L'Arabie saoudite souhaite aussi bénéficier de la high-tech israélienne notamment pour son projet de cité du futur, Neom. Elle met deux conditions à un pacte avec Israël : la crédibilité militaire de celui-ci et une solution au problème palestinien qui évite la misère à Gaza et le mitage de la Cisjordanie par les colons. C'est un calcul fonctionnel par-delà la référence émotionnelle aux Palestiniens. Les Égyptiens ne veulent aucun palestinien de

Gaza sur leur territoire comme. Comme l'Arabie saoudite, ils sont favorables à l'élimination du Hamas car c'est l'agent de leur ennemi, l'Iran. Les États du Golfe ne se soucient guère de l'opinion publique arabe. Les Palestiniens sont une référence émotionnelle mais toujours momentanée. C'est une solidarité en paroles mais qui dans les faits n'est pas durable. Les arabes sont les premiers à enterrer la cause palestinienne.

On a l'impression que le Qatar a joué sur tous les tableaux, mais en est-il le seul responsable ?

Le Qatar joue un rôle fondamental. Netanyahu a fait monter le Hamas pour affaiblir l'OLP en facilitant le transfert par avion des valises d'argent, entre 10 et 30 millions de dollars par mois, depuis Doha vers la bande de Gaza. À l'arrivée à l'aéroport Ben Gourion, elles étaient escortées par le Mossad jusqu'à la barrière qui sépare Gaza. Les services Égyptiens prenaient alors le relais du convoi jusqu'à Gaza pour répartir l'argent et faire vivre la bande de Gaza. Évidemment, on imagine que le Hamas prenait quelques frais de dossier sur les transactions. Aujourd'hui, la diplomatie qatarie est plus indispensable que jamais. Ismaël Haniyeh a quitté Doha pour le Caire. À présent, le Qatar et l'Égypte se relaient pour mettre en œuvre la trêve et les premières libérations d'otages.

Qu'en est-il aujourd'hui de l'influence des frères musulmans ?

Ils ne sont pas très en forme parce que le Qatar s'est raboché avec l'Arabie saoudite sur le dos des Emirats arabes unis. Du coup, ils n'y trouvent plus le soutien qu'ils avaient autrefois. C'est la même chose avec Erdogan qui a besoin des pétrodollars émiratis et saoudiens. Les frères Égyptiens n'ont plus le droit de s'exprimer en Turquie. Ils viennent tous en Europe où la manipulation d'un certain nombre d'instances leur permet de prendre leurs aises. En France, ils conservent un relais important en pactisant avec LFI et Mélenchon qui surfe sur un antisémitisme de gauche qui a des bases anciennes. Cela accroît les clivages de la société française sur une base ethnico-raciale au détriment des conflits de classe sociale traditionnels. C'est un gros risque pour l'insoumis en chef. Je ne suis pas sûr qu'il ait les épaules assez larges pour assurer des contradictions. On le voit dégringoler dans les sondages.

Groupe DA – Canada

Bureau

1 514 907-7715

Courriel

info@groupe-da.com

Adresse

2572, boul. Daniel-Johnson, 2^e étage,
Laval (Québec)
CANADA H7T 2R3



EN BREF...

(RDC). Vingt-six candidats pour les élections présidentielles ont été retenus par le bureau de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), dont le président Félix Tshisekedi, qui concourt pour sa réélection. Dans un communiqué, le président de la CENI Denis Kadima a recommandé aux candidats aux élections de respecter les lois et les bonnes pratiques électorales lors de cette campagne qui va durer un mois. «La CENI appelle les candidats à la responsabilité et à la tolérance durant les 30 jours de campagne électorale. C'est le moment pour chaque candidat de se lier à ses électeurs, de préparer et organiser les opérations de vote et de dépouillement par ses témoins», a-t-il souligné. Le président Tshisekedi a lancé sa campagne dans la ville province de Kinshasa, où des

milliers de ses partisans ont pris rendez-vous dans le stade de Martyrs. Moïse Katumbi, ancien gouverneur de la province du Katanga qui est également à la tête d'une autre coalition de l'opposition et principal opposant au président Tshisekedi, a choisi la ville de Kisangani (nord-est) pour le début de sa campagne.

Télécommunications : la 6G avant la fin de la décennie

Fin novembre, le Burkina Faso et le Niger, deux pays gouvernés par des régimes militaires arrivés au pouvoir par des coups d'État ont annoncé dans un communiqué conjoint leur retrait du G5 Sahel, une organisation créée en 2014 dans le cadre de la

lutte contre le terrorisme et qui regroupait la Mauritanie, le Burkina Faso, le Mali le Niger et le Tchad. Après le retrait du Mali en mai 2022, ces deux pays sont donc les suivants à abandonner leur participation au G5 Sahel.

Une décision qui semble annoncer la mort imminente de cette alliance internationale, symbolisant une fois de plus le rejet massif de la présence française dans la région.

Le Niger et le Burkina Faso se retirent du G5 Sahel. Le Niger et le Burkina Faso se retirent du G5 Sahel, une alliance créée en 2014 pour lutter contre le terrorisme dans les pays du Sahel. Cette annonce conjointe place désormais les deux pays dans la ligue du Mali, qui s'en est retiré en mai 2022. De

Les liens entre Qatar et Hamas : Un double jeu risqué

Par Nawaf Naman

Directeur Péninsule Arabique



Avec l'annonce de l'accord survenu dans la nuit du mardi 21 novembre à Doha pour la libération de 50 otages retenus par Hamas à Gaza et une trêve humanitaire de 4 jours, Qatar confirma son rôle actif dans les négociations qui se déroulent entre de hauts responsables sécuritaires israéliens et américains d'un côté, et des dirigeants de l'organisation terroriste Hamas (acronyme arabe de Mouvement de résistance islamique) réfugiés à Doha d'un autre côté.

Ces négociations ont été déclenchées après l'attaque surprise perpétrée par Hamas le 7 octobre 2023 considérée comme le « 11 septembre israélien » qui a abouti - selon les autorités israéliennes - à la mort de 1200 israéliens et 240 civils retenus en otages dans Gaza. Quelques-uns de ces otages ont déjà été libérés par Hamas suite à l'intervention du Qatar en octobre dernier. Le président américain, Joe Biden, a salué les efforts de l'émir du Qatar pour son rôle d'« intermédiaire actif » dans ces négociations.

Comment ce fascinant pays qui parle à la fois à Israël et à son pire ennemi Hamas, a pu atteindre cette place importante en tant qu'« intermédiaire incontournable » qui le met aujourd'hui sur le devant de la scène politique au Moyen Orient ?

Dès son accès au pouvoir en juin 2013, l'émir du Qatar Cheikh Tamim Al Thani poursuivit la stratégie élaborée par son père Cheikh Hamad. Celle-ci s'appuie sur la capacité énergétique du Qatar (ses gisements de gaz naturel le placent au rang de troisième exportateur mondial) et sur sa situation géostratégique entre deux puissances régionales adversaires : l'Iran et l'Arabie saoudite. Elle consiste à répandre une « influence planétaire » basée sur le « soft power » en s'adossant sur sa richesse colossale. De ce fait, l'émir Tamim plaça Doha au cœur de la politique arabe et islamique. Une sorte d'hyperactivité diplomatique et politique a gagné son pays en ouvrant les portes

aux opposants de la plupart des pays arabes, en particulier islamistes.

Veillant à maintenir une neutralité dans les conflits de la région, l'émir Tamim transforma Doha en une sorte de « Genève bis » dans les négociations régionales et internationales concernant les dossiers de l'Orient. Ainsi, en même temps qu'il accueillit sur son sol la plus grande base militaire américaine au Moyen Orient qui compte plus de 10 000 soldats, il donna l'asile politique à plusieurs organisations extrémistes et terroristes, notamment les dirigeants du Hamas et ceux des Talibans. A partir du printemps arabe qui a secoué plusieurs pays du Moyen Orient et à la demande expresse des États-Unis qui ne voulaient pas que les dirigeants de Hamas s'exportent en Syrie ou en Iran, Doha ouvre un bureau à cette organisation où se sont installés ses responsables politiques.

Depuis son arrivée au pouvoir, l'émir du Qatar planifiait de rendre son pays « indispensable » pour l'Orient comme pour l'Occident dans les tractations et les négociations concernant les dossiers sensibles dans la région. Sous son règne, Doha s'est fait une spécialité : jouer un rôle d'intermédiaire, que ce soit entre les puissances rivales au Moyen-Orient, ou entre l'Iran et les États-Unis. D'autant plus que Washington le considère, depuis l'installation de sa grande base militaire dans ce pays, un partenaire - clé, donc lié diplomatiquement à eux.

Parmi ces dossiers, celui du conflit israélo -



Le Qatar entretient depuis longtemps des liens étroits avec les représentants du Hamas.

palestinien prend une place particulière. Or, depuis 1987, deux grandes organisations ont toujours été en concurrence pour prétendre représenter la légitimité du peuple palestinien : L'OLP (Organisation de libération de Palestine née au Caire en 1967) dont Fath constitue son pilier principal et le Hamas, fondé 20 ans après, à Gaza en 1987. Ce dernier est considéré comme la branche palestinienne du mouvement des Frères musulmans qui, entre 1948 et 1987, ont tenté de réislamiser la société en rejetant la laïcité des mouvements de résistance. Dès sa création, cette organisation s'efforça de devenir l'égal de L'OLP qui avait acquis auparavant sa légitimité



L'émir du Qatar, le prince Tamim ben Hamad Al Thani se positionne comme un partenaire incontournable

EN BREF...

fait, c'est bien la fin du G5 Sahel puisque l'article 20 de la Convention dit que «le G5 Sahel peut être dissous à la demande d'au moins trois États membres». Le G5 Sahel avait pour mission de réunir les moyens des pays membres pour faire du Sahel un espace de sécurité et de développement. Les trois pays ayant quitté le G5 Sahel ont déjà formé une autre organisation: l'Alliance des États du Sahel (AES), le 16 septembre dernier.

L'Europe va contrôler l'utilisation de l'IA

L'Union européenne va réguler l'intelligence artificielle au niveau mondial. Les États membres de l'Union européenne ont trouvé un « accord poli-

tique » à propos d'un texte favorisant l'innovation en Europe, tout en limitant les dérives possibles de technologies très avancées comme certaines intelligences artificielles. « C'est historique ! » a commenté Thierry Breton, commissaire européen et à l'origine du projet. De fait, l'Europe devient le premier continent à fixer des règles claires concernant l'utilisation de l'IA. Seuls les systèmes les plus puissants et jugés à « haut risque », seront soumis à cette nouvelle réglementation. Les domaines touchant aux infrastructures critiques, à l'éducation, aux ressources humaines ou encore au maintien de l'ordre seront ainsi concernés. Par ailleurs, les systèmes d'IA au contact des humains seront désormais obligés de prévenir l'utilisateur qu'il est en contact avec une machine.

Algérie: augmentation des exportations de gaz vers l'Europe

Le ministre de l'Énergie et des Mines a annoncé l'entrée en production récemment de plusieurs nouveaux champs gaziers en Algérie, en attendant l'entrée en production d'autres champs d'ici la fin de l'année, ce qui est à même d'augmenter la production annuelle de gaz de 4 milliards M3 par rapport à l'année écoulée, et d'accroître les capacités d'exportation du gaz algérien vers les marchés européens.

L'Algérie a produit 102 milliards m3 de gaz en 2022, dont 50 milliards m3 destinés à l'exportation et le reste à la consommation locale.



par sa résistance à Israël. Mais, contrairement à L'OLP qui fonda sa politique envers Israël, d'une manière générale, sur la diplomatie, Hamas base sa politique sur le combat. Les relations entre ces deux factions palestiniennes ont connu un tournant décisif après la signature des accords d'Oslo en 1993. Hamas a considéré que ces accords permettent à Israël de maintenir son occupation sur la Palestine qui est à ses yeux « une terre islamique », un « Waqf » c'est-à-dire un bien religieux qu'aucun dirigeant ou pays, qu'il soit arabe ou musulman, a le droit de s'approprier.

L'ambiguïté du Qatar

Dans sa stratégie, le Qatar met la diplomatie ambiguë en tête de son activité. Celle-ci se concrétise par une prise de position « avec et contre » une partie en même temps. Durant la guerre de Syrie, Doha a soutenu les opposants au président syrien Bachar Al Assad pour le renverser et a consolidé simultanément ses liens avec l'Iran qui soutenait le président syrien contre ses opposants. Cette diplomatie « de contradiction » a même perturbé à un moment en 2017 les Etats-Unis eux-mêmes où le président Donald Trump accusait Qatar le 6 juin de soutenir le terrorisme en se demandant s'il ne fallait pas le punir, a été contrarié par son secrétaire d'Etat, Rex Tillerson qui insista 3 jours plus tard, le 9 juin, sur l'importance du Qatar pour lutter contre le terrorisme dans la région. Cette ambiguïté ou ce double jeu diplomatique est, d'une manière générale, de l'essor des Grandes puissances.

Les liens ambigus entre Qatar et Hamas se sont multipliés suite à la guerre civile éclatée entre les Palestiniens lors des élections législatives de 2006 où Hamas, appuyé par les Frères musulmans, est arrivé en tête à Gaza. Sa victoire contestée par Fath aboutit à une confrontation armée entre Palestiniens dans cette enclave. Elle finit par exclure les autorités du Fath et l'installation de celles de Hamas. Dès lors, deux gouvernements palestiniens adversaires voient le jour : un, en Cisjordanie dirigé par Fath constituant l'Autorité palestinienne, seule représentante des Palestiniens au niveau international, et un autre à Gaza dirigé par Hamas qualifié par l'Occident de « terroriste ».

Cette alliance entre Qatar et Hamas est fondée sur des intérêts communs. Boycotté par le gouvernement officiel des Palestiniens en Cisjordanie, Hamas a besoin d'argent pour financer son enclave et aussi d'asile pour ses dirigeants poursuivis par Israël, afin de pouvoir maintenir son gouvernement en place à Gaza. De son côté,

Qatar a besoin du dossier palestinien qui intéresse non seulement le monde arabe et musulman mais aussi Israël et l'Occident, afin de pouvoir jouer un rôle d'« intermédiaire » influent au Moyen Orient.

Constatant qu'il y a deux gouvernements palestiniens mais adversaires qui l'entourent, Israël considéra cette situation comme une opportunité qui sert son intérêt : assurer sa sécurité nationale grâce à l'antagonisme de ces deux gouvernements des Palestiniens. Croyant pouvoir atténuer les soulèvements palestiniens à répétition contre lui, notamment à Gaza, l'Etat hébreu était convaincu que le parrain du Hamas, le Qatar, pourrait et devrait assurer à travers son influence sur les dirigeants de cette organisation, la stabilité dans cette enclave et par conséquent la sécurité d'Israël. Au lendemain du cessez-le-feu avec Hamas en 2018, le gouvernement israélien concentra ses efforts aux négociations avec l'Autorité palestinienne de Cisjordanie en regardant moins du côté de Gaza. On pourrait supposer qu'Israël et les Etats-Unis ont compté sur le Qatar pour contenir les soulèvements à répétition à Gaza. Ainsi le chef du gouvernement israélien, Benjamin Netanyahu, ferma les yeux sur l'activité de Doha qui en profita pour élargir son emprise sur cette enclave palestinienne.

En effet, Qatar non seulement offrit aux dirigeants du Hamas pourchassés par Israël l'asile sur son sol à la demande des Américains, mais il finança une grande partie des dépenses du gouvernement de Hamas, notamment la construction de plusieurs infrastructures à Gaza : Hôpitaux, ponts et routes, écoles, sièges gouvernementaux dont l'imposant palais de justice, un ensemble de 3 000 logements baptisé « la ville Hamad » au sud de Gaza, livraison du fioul pour augmenter la capacité de production d'électricité, paiement des salaires des membres du Hamas (30 millions d'euros alloués tous les mois avec l'aval d'Israël). Cette présence active donna par la suite au Qatar une grande influence sur Gaza qui s'est dévoilée lors du cessez-le-feu en 2018 conclu indirectement entre Israël et Hamas pour mettre fin à la plus grave confrontation dans cette enclave depuis la guerre de 2014, poussant l'ex-ministre israélien de la Défense Avigdor Liberman, à présenter sa démission en novembre 2018 pour protester contre la politique menée par son gouvernement envers Hamas et Qatar.

Après la signature des accords d'Abraham entre Israël, les Emirats Arabes Unis et Bahreïn sous l'égide des Etats-Unis le 13 août 2020, Qatar commença à craindre la perte de sa position « d'intermédiaire » entre Israël et Hamas, son protégé. La cause de cette crainte : Israël, qui a établi des relations diplomatiques directes et officielles avec deux pays arabes du Golfe et une ouverture promettante avec l'Arabie Saoudite (participation officielle d'une délégation israélienne à la réunion de l'Unesco le 11 septembre 2023 à Ryad), a commencé par renforcer ses nouvelles relations avec ces pays du Golfe. Bien qu'Israël n'eût pas pris de distance avec Qatar, ce dernier redoutait la perte de sa position privilégiée aux yeux des Américains, surtout qu'une propagande s'est répandue à Washington suivant laquelle Qatar en soutenant Hamas « terroriste » soutient ainsi le « terrorisme ». Cependant, Doha réussit par convaincre les Etats-Unis et Israël que « soutenir Hamas c'est pour le contenir ». Ce qui laisse imaginer qu'après les opérations militaires qui se déroulent actuellement à Gaza contre Hamas, Qatar aurait des comptes à rendre à Washington et à Israël.

Les retombées de l'attaque surprise du 7 octobre 2023

Dès son apparition après les événements du 7 octobre, le Premier ministre Benjamin Netanyahu

annonça qu'il s'engage à riposter à cette attaque jusqu'à la destruction du Hamas en déclarant que « tout membre de Hamas est mort » et ajoutant que la guerre sera « longue et difficile ». Sous la pression de la communauté internationale, Israël accepta de faire une pause pour acheminer à Gaza les secours et les aides humanitaires. Hamas réclame un cessez-le-feu qu'Israël refuse toujours. Les négociations secrètes à Doha continuent pendant la guerre atroce qui se déroule à Gaza.

Le rôle « d'équilibriste » que joue Qatar en tant que médiateur privilégié entre Israël et Hamas est voué à disparaître après les négociations en cours à Doha concernant les otages israéliens enlevés. Sa sortie du conflit en cours entre Israël et Hamas dépendra de sa capacité à mener à bien ses efforts pour obtenir la libération du plus grand nombre d'otages possible. Si les efforts du Qatar s'avèrent largement infructueux à l'avenir, sa position en Occident en sera éventuellement affectée.

Car si Hamas n'aura plus sa place à Gaza comme prétend Israël, le rôle d'intermédiaire depuis de nombreuses années, le Qatar, sera probablement diminué et sa position affaiblie en tant qu'acteur international incontournable. D'autant plus que Doha considère qu'Israël demeure « seul responsable » de l'escalade commencée le 7 octobre après l'attaque du Hamas, ce qui a suscité beaucoup de critiques en Occident sur son rôle ambigu et son double jeu.

Plusieurs analystes considèrent que Hamas voulait de son attaque surprise du 7 octobre dernier, faire échouer le rapprochement entre Israël et l'Arabie Saoudite en mettant la pression sur Riyad dans l'espoir que l'opinion publique saoudienne prend fait et cause pour Hamas. Ils doutent du rôle discret que l'Iran a pu avoir dans la préparation minutieuse de cette attaque surprise sur terre, sur mer et dans les airs et qui nécessite un très haut niveau de préparation et une planification sur plusieurs mois.

Lors des printemps arabes, en 2011-2012, Qatar a soutenu divers groupes de tendances islamique dans l'espoir que ces groupes lui servent comme « soutien » dans son rôle de médiateur. Or, ces groupes sont aujourd'hui réprimés dans la plupart des pays du Golfe arabe, en Égypte, en Syrie et en Tunisie, ce qui lui fait perdre ce soutien dans la région.

Par contre, d'autres observateurs soulignent le contraire en indiquant que Qatar sort plus fort après cette guerre. « S'il est un pays qui pourrait donc sortir renforcé de cette guerre entre Israël et le Hamas, c'est le Qatar, y compris quand il s'agira de gérer l'après-crise et la reconstruction de Gaza. On sait qui financera » déclara un haut diplomate européen accrédité auparavant au Qatar et en Arabie saoudite.



Doha cherche à s'imposer au niveau diplomatique

Conflit Israélo-Palestinien : quand le Hezbollah libanais va-t-il se lancer dans la bataille ?

Par Olivier DELAGARDE - Le Caire



L'invasion terrestre imminente au coeur de la bande de Gaza pourrait déclencher une intervention plus importante du groupe libanais en territoire palestinien.

Après le bombardement israélien de l'hôpital al-Ahli al-Arab à Gaza, qui a fait plus de 500 victimes selon les autorités locales, exacerbées par les tensions actuelles à la frontière sud du Liban avec Israël, de nombreux observateurs avertis imaginent d'ores et déjà la façon dont l'implication du Hezbollah dans le conflit pourrait évoluer dans les jours à venir.

Ces questions interviennent dans le cadre d'escarmouches sporadiques se multipliant entre le Hezbollah et l'armée israélienne dans le sud du Liban, une région souvent qualifiée de « front nord » d'Israël, démontrant la possibilité grandissante d'une escalade.

Loin d'un secret pour tout expert de la région, le Hezbollah se prête à des affrontements de représailles avec Israël depuis le début du conflit à Gaza : l'organisation islamiste vise à maintenir un effet dissuasif tout en adhérant aux règles établies d'engagement.

Il est clair que le Hezbollah suit une trajectoire délicate dans le sud. Il renforce non seulement les règles d'engagement militaire avec l'armée israélienne, mais envoie également un message clair aux establishments à la fois israéliens et américains, indiquant qu'il est prêt à « engager le combat » à ce point critique.

Et les images des différents services de renseignement le confirment. Dans le même temps des affrontements à Gaza, a eu lieu une mobilisation notable des forces israéliennes vers la frontière nord, y compris des réservistes d'unités et de bataillons d'élite, tandis que des chars et l'artillerie se positionnent en prévision d'une escalade possible.

L'ambiguïté qui entoure l'implication éventuelle du Hezbollah dans ce que de nombreux commentateurs hésitent encore à caractériser le conflit en « guerre », à incidemment servi les factions armées de Gaza en gardant les forces israéliennes en alerte, dispersant l'attention et les ressources des « cerveaux » de la défense. Cela constitue un avantage stratégique, empêchant l'armée israélienne de concentrer toutes ses forces uniquement sur l'offensive de Gaza, tout en ajoutant une couche de complexité au paysage géopolitique en pleine évolution.

Pluie de roquettes

La réaction du Hezbollah aux manœuvres d'Israël va au-delà de leurs échanges de tirs. Un aspect important et pourtant négligé de ce conflit est l'implication des Palestiniens des camps de réfugiés au Liban, qui ont mené des attaques de l'autre côté de la Ligne bleue (ligne tracée le 7 juin 2001 par l'ONU après le retrait israélien du Liban mettant fin à l'occupation commencée en juin 1982) dans les colonies israéliennes.

Bien que beaucoup négligent ces attaques, compte tenu de leur impact relativement minime sur l'armée israélienne, cette initiative représente une évolution notable. Généralement, les Palestiniens au Liban ne peuvent pénétrer dans la zone du Secteur sud du Litani, qui est considérée comme une zone militaire, par crainte d'engagement militaire imprévu avec les forces israéliennes.

Mais récemment, avec l'approbation pour ne pas dire la bénédiction du Hezbollah, des individus affiliés à la branche libanaise des Brigades al-Qassam, aile armée du Hamas, et de Saraya al-Muqawama, branche armée du Jihad islamique, ont pris parti par des roquettes depuis le Liban en direction des colonies israéliennes. De telles attaques provenant de la scène libanaise n'avaient plus eu lieu au moins depuis la libération du Sud-Liban en mai 2000. Sans nul doute, leur retour témoigne d'une volonté d'engagement du Hezbollah dans la guerre actuelle.

En outre, cela suggère que s'il devait y avoir « officiellement » ouverture d'un nouveau front au nord, Israël devrait faire face non seulement au Hezbollah mais également aux factions palestiniennes qui se sont particulièrement préparées à de tels engagements.

La stratégie du Hezbollah au Sud-Liban peut être interprétée de deux façons divergentes : la première interprétation, celle que partagent de nombreux analystes israéliens et américains, avance que la réponse limitée du Hezbollah montre un désintérêt pour une contribution à l'offensive actuelle à Gaza.

Malgré la solidarité idéologique exprimée avec la cause du peuple palestinien par l'allégeance à la notion de « fronts unifiés », principe fondamental de l'« axe de la résistance », le parti libanais semble réticent à s'engager pleinement, principalement en raison de facteurs locaux et internes qui pourraient entraver sa capacité à mener une guerre d'ampleur contre Israël.

Cette réticence s'explique également dans un contexte de grave et durable crise économique au Liban. En outre, même si le Hezbollah possède un arsenal qui s'est considérablement étoffé au fil du temps, les responsables américains et israéliens pensent que le groupe manque de ressources humaines du fait de son implication dans les différents conflits de la région, en particulier en Irak, en Syrie et au Yémen.

Quid du calendrier ou de « l'instant zéro »

Cependant, les perceptions occidentales des partis islamistes ne correspondent pas toujours à leurs véritables idéologies, projets et actions.



Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah affilié à l'Iran, joue un rôle clef.

L'attaque du 7 octobre dernier par le Hamas le démontre. Les gouvernements et dirigeants occidentaux semblaient croire maîtriser le Hamas à Gaza, de manière comparable à la façon dont le Fatah avait été incorporé au sein de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie occupée.

Mais cette attaque surprise a surpris par la volonté constante du Hamas de camper sur ses exigences de longue date. De même, le Hezbollah reste enraciné à ses principes, en particulier concernant la cause palestinienne – indication forte qu'il n'hésiterait pas à soutenir le Hamas si les circonstances justifiaient une intervention. Se basant sur cette interprétation et potentialité, les questions relatives au timing et aux conditions dans lesquelles le Hezbollah pourrait intervenir demeurent en suspens.

Le Hezbollah a déjà démontré et ce à plusieurs reprises, sa volonté d'intervenir bien que dans une capacité limitée. La stratégie coordonnée entre les membres de l'« axe de la résistance » semble caractérisée par une approche mesurée et calculée plutôt qu'un déploiement de toutes les ressources disponibles simultanément.

Les médias libanais, en particulier ceux alignés et favorables aux mouvements radicaux, pointent régulièrement qu'un consensus au sein de l'« axe de la résistance » est nécessaire au préalable du choix du moment décisif – qualifié d'« instant zéro » – où le Hezbollah s'impliquerait davantage. Contrairement aux acteurs officiels et reconnus par la communauté internationale, les groupes armés tels que le Hamas pourraient employer un paradigme décisionnel dans lequel les massacres à grande échelle ne servent pas de catalyseur primaire aux représailles ou à un engagement accru.

Le moment exact de cet « instant zéro » reste pour l'heure indéterminé. Les spéculations suggèrent toutefois et plutôt à bon escient que l'invasion terrestre imminente de Gaza, approuvée par les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, pourrait déclencher une intervention de plus grande ampleur du Hezbollah. Cette interaction reflète la relation intégrante entre les différents acteurs au sein du pacte de l'« axe de la résistance ».

L'Iran se voulant paraître comme l'un des fers de lance des engagements diplomatiques, comme le démontre les nombreux déplacements régionaux effectués par son ministre des Affaires étrangères. Bien que Téhéran semble tendre vers la désescalade, les positions du Hezbollah dans le sud du Liban envoient un message clair quant à la volonté du groupe de s'engager militairement s'il le juge nécessaire.



Aujourd'hui, Mohammed Ben Salman (MBS) est sur tous les fronts.

Sommet Arabie-Saoudite Afrique : l'Arabie voit grand pour l'Afrique

Par Hicheme Lehmici



Après la Russie, la Chine, l'Union Européenne, les Etats-Unis, l'Inde et même la Turquie, c'est l'Arabie Saoudite qui sous la houlette du prince héritier Mohammed Ben Salmane organisait son premier Sommet spécialement dédié à l'Afrique, durant les journées des 10 et 11 novembre derniers. Ils étaient d'ailleurs nombreux les chefs d'Etat africains à prendre la route de Riyad, profitant de la concomitance des Sommets de l'Organisation de la coopération islamique ainsi que celui de la Ligue Arabe sur fond de guerre à Gaza.

Alors que le nouveau président Gabonais issu du coup d'Etat, Oligui N'Guema honorait son tout premier déplacement à l'international, Alassane Ouattara conduisait une délégation forte de plusieurs ministres et d'importants acteurs économiques ivoiriens. Un état d'esprit d'ailleurs partagé par le leader Nigérian Bola Ahmed Tinubu, dont le pays a signé à la veille du Sommet de Riyad, un protocole d'accord de partenariat et de coopération dans les secteurs du pétrole et du gaz avec l'Arabie Saoudite, avec en ligne de mire le développement de l'industrie du GNL. Plus globalement, le Nigéria dont le niveau global d'IDE a considérablement chuté ces dernières années (470 millions de dollars en 2022 contre 2,2 milliards en 2014) mise beaucoup sur les opérateurs saoudiens pour redonner un coup de boost à l'attractivité de la première économie d'Afrique (477 milliards de dollars en PIB courant, 1084 milliards en PIB de parité de pouvoir d'achat selon les données de la Banque Mondiale). Un

partenariat singulier liant Riyad à Abuja tendrait d'ailleurs à se profiler pour les années à venir.

Fort d'un intitulé au titre évocateur de « développement et prospérité : agriculture, éducation, santé et aide humanitaire », le Sommet Arabie Saoudite – Afrique marque surtout la profonde ambition que veut désormais accorder Riyad au continent africain. Echaudé comme beaucoup d'acteurs du Sud Global par les affres de l'extraterritorialité du droit américain sur le commerce international et la brutalité des décisions du gel des avoirs russes dans les banques occidentales en raison de la guerre en Ukraine, l'Arabie toujours engagé militairement au Yémen, souhaite diversifier ses investissements extérieurs et profiter des relais de croissance offerts par les immenses besoins de l'Afrique tant dans les domaines des infrastructures que dans l'agriculture, le tourisme, les énergies renouvelables ou encore le secteur des mines.

L'Arabie Saoudite entend d'ailleurs y investir massivement dans l'exploitation des métaux stratégiques et des matériaux critiques dans le cadre d'une vision stratégique ambitieuse visant à être présente à terme sur tous les segments de la chaîne de valeurs des industries de transition.

Plus globalement, ce sont près de 30 milliards de dollars d'investissements (25 milliards pour des projets économiques, 5 milliards dans le développement) qui ont été annoncés par Mohammed Ben Salmane pour la période 2023-2030 dans des domaines aussi divers que l'eau, les énergies vertes, la santé, l'agriculture ou encore l'éducation. Pour l'heure, des mémorandums d'entente et des accords de prêts d'un montant total de 533 millions de dollars ont été conclus par le Fonds saoudien pour le développement (FSD) avec 12 pays africains tandis qu'un milliard de dollars vont être consacré à des projets de désalinisation d'eau de mer.

Élections au Venezuela : entre espoirs et inquiétudes Du socialisme de Chavez à la dictature de Maduro : « Patrie, socialisme ou mort⁽¹⁾ »

Par Imen Chaanbi,

Directrice France-Maghreb-Afrique de l'Observatoire Géostratégique de Genève



Le «socialisme du XXI^e siècle» du défunt président Hugo Chávez, aura permis l'instauration d'un « état-providence » où des programmes sociaux seront financés par l'État (logement, école, santé...) et, ce grâce aux pétrodollars. À cette époque, les revenus du pétrole représentent 90% des revenus de l'État

Le pays connaîtra une croissance économique permettant ainsi la diminution du taux de pauvreté et du chômage. En parallèle le Président vénézuélien empruntera des milliards de dollars à la Russie et à la Chine accentuant ainsi l'endettement du pays.

Admirateur du « commandante », il se rapprochera de Cuba devenant ainsi le symbole de l'anti-impérialisme et du panaméricanisme.

Hugo Chavez décédera le 5 mars 2013 lors de son troisième mandat présidentiel. Avant de mourir il nommera Nicolas Maduro le 19 avril 2013, son vice-président qui remportera les élections anticipées en 2014.

Malgré un scrutin de 50,66% pour Maduro, l'opposition politique conteste sa légitimité en raison du non-respect de la constitution vénézuélienne. Le pouvoir devait revenir au Président de l'Assemblée Nationale et non au vice-président. Critiqué quant à l'absence de transparence électorale, un chantage aux électeurs « el que no vota, no coma⁽²⁾ » obligent les vénézuéliens à voter pour le parti PSUV. L'opposition sous pression reconnaitra la légitimité de Maduro et de ses équipes.

Dans la continuité de Hugo Chavez, cet ancien chauffeur de bus et syndicaliste s'engagera à poursuivre le financement des programmes sociaux et ce, malgré la crise économique. La chute du prix du pétrole et l'hyperinflation entraîneront une pénurie des denrées de première nécessité (aliments et médicaments).

Sa gestion politique reste entachée par des décisions controversées, des restrictions à la liberté d'expression et une détérioration de la situation économique et sociale du pays.

Une crise pluridimensionnelle

Le pays connaît une crise économique et financière depuis la prise de pouvoir de Maduro. Le PIB s'est comprimé de 80% passant en 2012 de 372 milliards de dollars à 33 milliards de dollars en 2022. Le pays fait face une dépréciation de sa monnaie locale, le bolivar ainsi qu'à une hyperinflation. Le taux d'inflation reste l'un des plus élevés au monde avec un taux de 234%⁽³⁾.

Nicolas Maduro s'est entouré de militaires dont des généraux placés à la tête des entreprises

étatiques Ce fut notamment le cas du Général Manuel Quevedo qui a été nommé président de la PDVSA⁽⁴⁾ en 2015.

La mauvaise gestion administrative et financière de la PDVSA a conduit aux premières sanctions américaines⁽⁵⁾. L'objectif étant de sanctionner les actes de corruption des proches du pouvoir au sein de la PDVSA. Les malversations et les détournements des fonds auraient représenté 11 milliards de dollars.

En 2017, le gouvernement de Trump décide d'adopter la stratégie de l'asphyxie économique en imposant de nouvelles sanctions économiques au Venezuela. Les Etats-Unis souhaitent contraindre le président Nicolas Maduro à céder le pouvoir au jeune président de l'Assemblée Juan Guaido⁽⁶⁾.

Le 28 janvier 2019, les Etats-Unis infligent de nouvelles sanctions en imposant, le gel de 7 milliards d'actifs ainsi que l'interdiction de faire du commerce avec les sociétés pétrolières américaines. La compagnie pétrolière vénézuélienne a dû vendre ses devises à la banque centrale à des taux très bas limitant ainsi les investissements et l'entretien des infrastructures pétrolières. Le paiement du déficit public par la compagnie publique a conduit à l'augmentation de la dette⁽⁷⁾. Le pays a tenté de se rapprocher de la Chine mais la situation économique a découragé les investisseurs chinois.

Sous le règne de Chavez, la production avait atteint 3,1 millions de barils. Aujourd'hui, elle ne représente que 819 000 barils par jour. Les accords de 2022 entre les Etats-Unis et le Venezuela ont permis le retour de la société américaine d'exploration pétrolière Chevron. L'administration américaine a souhaité limiter les tensions sur le brut et, ce en raison de la crise Ukrainienne⁽⁸⁾.

Ce même accord a été élargi en octobre dernier puisque, Chevron a commencé à fournir à la PDVSA du carburant, notamment du naphtha et des stocks de mélanges d'essence.

En parallèle, l'administration Biden a renouvelé les licences d'Halliburton, de Baker Hughes, de Schlumberger et de Weatherford international, leur permettant ainsi d'opérer de nouveau au Venezuela.

La nomination de Pedro Tellechea en tant



que ministre du pétrole devrait « consolider la dynamique de l'industrie pétrolière nationale⁽⁹⁾ » et atteindre une production pétrolière de 1 millions de barils par jour. Le nouveau ministre fait face à des infrastructures pétrolières défectueuses et à un manque de personnel. Les infrastructures pétrolières en mauvais état obligent à raffiner son pétrole aux états unis pour le réimporter. Quant aux salariés de la PDVSA, la grande majorité avait été licencié en 2014.

Les Etats-Unis acceptent de lever progressivement les sanctions économiques et financières à l'égard du Venezuela à condition que les négociations entre Maduro et l'opposition aboutissent à des élections démocratiques.

Crise sociale et humanitaire : un exode massif des vénézuéliens

Depuis 2020, 20% de la population vénézuélienne vit en dehors du territoire soit 7 millions de réfugiés.

Cette crise humanitaire est essentiellement provoquée par l'état d'urgence alimentaire, ainsi qu'à la répression à l'encontre des opposants⁽¹⁰⁾.

Les produits de première nécessité, importés ou non, sont inaccessibles à cause de l'hyperinflation. À titre d'exemple, un panier alimentaire coûte 25 fois plus cher que le salaire de base.

Selon le rapport Provea⁽¹¹⁾ entre 2019 et 2021, plus de 6,5 millions de vénézuéliens ont souffert de la faim. Parmi eux, 41% ont souffert de malnutrition aiguë. La production agricole quant à elle a baissé de 50%. Les inégalités sociales se sont accentuées entraînant ainsi la disparition d'une classe moyenne. Alors que 60



Le pays connaît une crise économique et financière depuis la prise de pouvoir de Maduro.

% des Vénézuéliens à Caracas vivent dans des bidonvilles, le pays a créé des « bolibourgeois » millionnaires⁽¹²⁾.

Les coupures d'eau et d'électricité, ainsi que l'absence d'équipements de soins médicaux sont devenus le quotidien de millions de vénézuéliens qui survivent au jour le jour. La plupart émigrent dans les pays voisins (Équateur, Pérou et Colombie), d'autres préfèrent tenter leur chance aux États-Unis.

Le pays fait face à une criminalité violente endémique et, tient désormais la place du 3ème taux d'homicide le plus élevé. Durant la présidence de Chavez, le plan de réduction de la violence « A toda vida Venezuela⁽¹³⁾ » visait à renforcer « les politiques préventives et les instruments de répression tout en améliorant l'attention portée aux victimes ». Maduro s'est inscrit dans cette continuité en inscrivant le combat contre la criminalité comme un « thème central de sa politique ».

Ces politiques n'ont pas permis d'évincer la délinquance primaire, les trafics de drogue, la traite des êtres humains et la prostitution des mineurs.

Influence étrangère au Venezuela : un soutien à géométrie variable

Russie : le grand frère

La Russie est le principal allié du Venezuela. Ce rapprochement initié par Hugo Chavez pour contrer « l'axe du mal et l'impérialisme américain »

a permis au pays de bénéficier de la technologie militaire russe ainsi que, des prêts pour combler la dette vénézuélienne. La Russie ayant reconnu l'élection de Maduro, celui-ci a réitéré son soutien à Vladimir Poutine « toujours le Venezuela, toujours la révolution chaviste avec Poutine, avec la Russie, avec le peuple russe ».

Dans la lignée de Hugo Chavez qui avait reconnu en 2008 l'indépendance de l'Ossétie du sud lors du conflit avec la Géorgie, Nicolas Maduro reconnaît à son tour l'indépendance des entités sécessionnistes de Lougansk et de Donetsk. Dans le contexte de guerre avec l'Ukraine, la Russie, stratège militaire apporte un « appui logistique et de conseil » aux autorités vénézuéliennes. En contrepartie, le paiement se fait en minéraux rares.

L'Iran : une alliance stratégique

Les relations diplomatiques entre les deux pays ne datent pas d'aujourd'hui mais remontent aux années 50⁽¹⁴⁾. Sous la présidence de Chavez, plusieurs accords de coopération⁽¹⁵⁾ avaient été signés. En 2005, Mohammed Khâtami, ancien président de la République Islamique d'Iran avait été décoré de l'ordre du Libertador pour le remercier de sa lutte contre l'impérialisme. L'alliance avec l'Iran est avant tout stratégique puisqu'elle a permis au Venezuela de trouver un allié supplémentaire dans sa lutte contre « l'axe du mal ».

Au-delà de l'alliance politique, les échanges économiques et commerciaux sont la principale cause de ce rapprochement⁽¹⁶⁾. Le Venezuela représente un port de débarquement pour l'Iran

afin de lui permettre de s'étendre en Amérique latine.

Ainsi, une entreprise mixte sera créée entre la PDVSA et la Petropars dans le cadre de l'exploitation pétrolière. L'Iran a repris l'exploitation de la raffinerie d'El Palito complexe de raffinage d'hydrocarbures, situé dans la municipalité de Puerto Cabello dans l'État de Carabobo.

Ces installations ayant été construites selon la technologie américaine, la mise en état de cette raffinerie a été ralenti. L'Iran a envoyé des techniciens et des pièces détachées qui ont permis de remettre en marche certaines raffineries⁽¹⁷⁾. Avec la crise du carburant, l'Iran fournit du carburant au Venezuela.

Le Venezuela répond aux besoins de l'Iran quant à la fourniture de minéraux à savoir le bauxite, d'or et de minerai de fer, et ce à un prix raisonnable.

Le Hezbollah : la main invisible de l'Iran, la Syrie et le Liban ?

Le Venezuela compte une grande population d'origine arabe originaire de Syrie et du Liban. Le mouvement chiite libanais a récemment étendu sa sphère d'influence au Venezuela. Profitant de l'alliance Iran-Venezuela, certains membres du Hezbollah ont pu s'installer dans le pays et, développer leurs activités. Selon les États-Unis, la plupart des activités seraient criminelles (trafic de drogue, contrebande, fraudes financières...) ⁽¹⁸⁾. À noter que le Hezbollah dispose de plusieurs cellules en Amérique latine dont le groupe Assad Barakat au Paraguay et au Brésil.

Les membres composants le Hezbollah ne sont pas tous des arabes chiites car certains sont natifs du Venezuela ou de la Colombie donc non musulmans de naissance⁽¹⁹⁾. La majorité de ces membres sont issus de la tribu Wayuu. Sous l'influence de son leader Teodoro Darnott⁽²⁰⁾, ancien membre du parti de Hugo Chavez, ces derniers se sont convertis à l'Islam.

La présence du Hezbollah au Venezuela permet à Maduro d'assurer sa protection tout en bénéficiant d'un soutien financier. Ainsi une partie de l'exploitation aurifère de la Mine d'El Callao dans l'état du Bolivar a été remis en l'état.

Au-delà des aspects économiques, le Hezbollah est perçu comme un instigateur politique.

En effet, l'ancien vice-président Tarek El Aissami aurait été en charge des relations avec le Hezbollah. Celui-ci aurait fait venir quelques dizaines de milliers d'activistes du Hezbollah sur le sol vénézuélien en leur attribuant des passeports et des visas, et ce en échange d'une « protection » et d'une « assistance militaire ». Il présenta sa démission en mars 2023, alors qu'il était ministre du pétrole et, ce dans le cadre des enquêtes pour détournement de fonds et, de corruption déclenchée par Maduro.

De son côté, Washington avait bloqué les fonds de deux Vénézuéliens d'origine libanaise qui entretiendraient des liens financiers avec l'organisation. Les États-Unis suivent de près les activités de Hezbollah soupçonnés d'être présent sur l'île de Margarita qui, selon eux servirait « à des tractations financières occultes et à la confection de faux papier ».

La présence du Hezbollah est un véritable levier pour ces pays qui ont trouvé des ambassadeurs plénipotentiaires. Diplomatie parallèle ou réseaux clandestins de service de renseignements ?

Les États-Unis ne sont pas rassurés par l'ancrage du Hezbollah en Amérique latine, car ils ont observé que leur principal ennemi a adopté une stratégie d'alliance.

Les amis du forum de Sao Paulo : les partisans socialistes

Les amis du forum de Sao Paulo⁽²¹⁾ constituent un atout majeur pour Maduro. En effet, en assurant un soutien financier aux partis socialistes, celui-ci lui assure la pérennité de l'idéologie de Chavez dans sa lutte contre l'impérialisme américain et, ce en s'engageant de façon active dans le combat pour les droits de l'homme, les démocraties, et les souverainetés populaires. À titre d'exemple, Cuba est l'un des alliés les plus importants pour Maduro, qui continue de véhiculer « le projet révolutionnaire latino-américain » en soutenant économiquement la Havane.

Le maintien de Maduro au pouvoir est une façon de pérenniser l'idéologie socialiste tout s'assurant le soutien des pays « frères », idéologie qui ne survivra pas si un opposant libéral est élu.

Soutien des groupes paramilitaires et des milices

Les « groupes armés » influencés par l'idéologie socialiste étaient principalement en charge d'assurer la protection des institutions durant la présidence de Chavez. Les forces militarisées constituent un instrument de répression intérieurs en cas de crise politico-institutionnel.

Le bras armé quant à lui permet de faire face à une rébellion intérieure de la part des forces armées vénézuéliennes. Au niveau régional, la « guérilla populaire » est un médiateur entre les marchands d'armes et les FARC⁽²²⁾ en plus d'être un levier du gouvernement vénézuélien⁽²³⁾.

Avec Maduro, le pays a vu l'apparition de nouveaux groupes armés dont l'objectif principal est la protection du transit de drogue.

Le « Cartel de los soles⁽²⁴⁾ » soutenu par les proches dont le Général Maduro Vladimir Padrino Lopez permet d'assurer une rentrée financière en parallèle des activités légales. En contrepartie de cette complaisance des « autorités gouvernementales » vénézuéliennes, les narcotrafiquants⁽²⁵⁾ et les guérillas fournissent au clan Maduro une protection.

Pour les Etats-Unis, le Venezuela est utilisé par des organisations criminelles pour le trafic de drogue, et, ce via la triple frontière⁽²⁶⁾.

Même si le pays n'est pas producteur de cocaïne ; la D.E.A.⁽²⁷⁾ estime que plus de 200 tonnes de drogue transitent chaque année par le Venezuela à destination des Etats-Unis et de l'Europe. Au-delà du trafic de drogue, Washington accuse le clan de Maduro de prendre part à des activités narcoterrorisme⁽²⁸⁾.

Les soutiens étrangers et locaux permettent donc au clan Maduro de se maintenir au pouvoir et ce, au détriment de la volonté du peuple.

Les élections présidentielles : vers un nouveau démocratique ?

Les précédentes élections présidentielles se sont déroulées dans un contexte d'opacité, de chantage et de pression à l'égard du peuple et de l'opposition. L'absence de démocratie a conduit la communauté internationale à imposer des sanctions, à l'égard du gouvernement vénézuélien.

En effet le 18 octobre 2023, le gouvernement de Maduro et l'opposition ont conclu un accord destiné à garantir l'organisation d'élections démocratiques en 2024. Les élections devraient



Les amis du forum de Sao Paulo constituent un atout majeur pour Maduro.

permettre d'alléger les sanctions américaines en vigueur.

Cet accord exclu les candidats déclarés inéligibles

par le Conseil National électoral (CNE) dont la candidate Maria Corina Machado frappé de 15 ans d'inéligibilité.

Malgré cette interdiction, l'opposante participera aux élections primaires le 22 octobre 2023. La commission nationale des primaires chargée de l'organisation du scrutin désignera cette candidate comme gagnante aux élections⁽²⁹⁾. Une semaine après la tenue des primaires, la Cour Suprême du Venezuela suspendra « tous les effets » de cette primaire.

En effet, selon la Cour Suprême la candidate est une «citoyenne disqualifiée pour 15 ans» qui a été déclarée inéligible pour « corruption présumée et soutien aux sanctions américaines ».

Le gouvernement de Maduro a souhaité que le CNE utilise les machines à voter avec empreinte digitale. Ce système utilisé lors des précédentes élections, permet aux autorités de connaître le vote des citoyens grâce à leurs cartes électroniques. Ce chantage aux élections oblige les électeurs sous pression à voter en faveur de Maduro. Le CNE refuse l'utilisation de ce système préférant ainsi le système traditionnel (cahier de vote).

Pour le pouvoir en place, ces élections sont des élections privées donc non officielles qui ont de facto favorisé l'élection de la candidate d'opposition.

Vers une « lutte acharnée entre le libéralisme et le socialisme » : qui vaincra ?

Maria Corina Cochado : la dame de fer

Ingénieur industriel, Maria Corina est une fervente opposante de Hugo Chavez⁽³⁰⁾. En 2002, elle entre



Maria Corina, une alternative possible.

en politique et crée le mouvement Sumate (rejoins-nous) avec Alejandro Flaz. En 2014, elle est élue au parlement vénézuélien, puis destituée après avoir critiqué son pays devant l'Organisation des États américains (OEA). Accusée de trahison par le gouvernement de Maduro, elle sera frappée d'inéligibilité en 2017 pour une durée de 15 ans.

Selon les autorités vénézuéliennes, elle aurait participé à un « schéma de corruption » durant la présidence par intérim de Juan Guaido. Cette accusation s'ajoute à une autre affaire pour laquelle la candidate aurait reçu des fonds de la part d'une organisation américaine néoconservatrice⁽³¹⁾.

Icone de l'opposition, elle mène un combat contre le chavisme. Symbole du radicalisme de droite, elle prône un libéralisme dogmatique. Elle souhaite privatiser les entreprises étatiques dont la PDVSA, attirer les investissements étrangers, réinstaurer la propriété privée et rétablir l'état de droit.

Au niveau social, la candidate souhaite transformer la société vénézuélienne en replaçant l'individu au centre de toute réflexion. Pour la candidate, les priorités sont multiples : combattre la corruption, lutter contre la criminalité, évincer les narcotrafiquants et désarmer les milices.

Concernant la politique étrangère, la candidate souhaite redéfinir les alliances stratégiques par la réintégration d'un partenariat américain et européen. Disposant d'un soutien de la communauté internationale, la candidate de l'opposition ne dispose pas du réseau d'influence de Maduro.

Son interdiction de voyager, son inéligibilité et les diverses menaces de mort restreignent ses actions, tant sur le plan politique que sur le plan de la communication.

Maduro, un président inflexible

L'organisation d'élections démocratiques au Venezuela est une menace aussi bien pour Maduro que pour son entourage. Effectivement, en plus du risque de ne pas être réélu, Maduro et son cercle proche ne pourraient plus bénéficier de l'immunité et, pourraient être poursuivis par la justice vénézuélienne.

Au-delà de la fin du régime socialiste, l'ensemble des partenariats stratégiques et les diverses influences étrangères seront remises en cause. Le rapprochement avec les États-Unis entraînera de facto la fin des relations avec la Russie, l'Iran et la Syrie. Par ailleurs, les trafiquants de drogue ne pourront plus utiliser le Venezuela comme point de passage pour leur trafic de stupéfiants.

Le Venezuela au même titre que Cuba et la Bolivie restent aujourd'hui le symbole de la lutte contre l'impérialisme américain et de l'anti-libéralisme.



Maduro essaie de garder la main sur le jeu politique

La non-réélection de Maduro signifierait la fin de la doctrine du socialisme du XXI^{ème} siècle en Amérique Latine. L'élection d'un candidat libéral au Venezuela risque d'entraîner les pays voisins dans ce mimétisme politique.

Le report ou l'annulation des élections par Maduro ne sont pas envisageables. Les États-Unis et la communauté internationale suivent de près le déroulement de ces élections. Si la candidate remporte l'élection présidentielle, elle ne négociera pas avec Maduro et son entourage.

Le Président Maduro devra donc proposer un candidat qui maintiendra le régime et soutiendra les actions politiques en cours.

Un candidat pourrait être le poulain de Maduro : il s'agit de Raphael Lacava. Cet économiste libéral est actuellement le gouverneur de Carabobo.

Personnalité appréciée par la population, il est dynamique, visionnaire et surtout un bon communicant. Dans le dialogue et la négociation, il avait initié en 2018 un dialogue inter-religieux avec les mormons américains. N'utilisant pas la symbolique du PSUV, il ne s'identifie pas comme un militant du chavisme⁽³²⁾.

Il bénéficie de la confiance du Président. Il pourrait être propulsé comme l'opposant principal à María Corina Machado. Son élection assurerait ainsi la pérennité de Maduro et de son entourage tout en conservant le régime socialiste.

Il ne reste plus qu'à savoir comment et avec qui les élections se dérouleront. Le prochain Président devra poursuivre l'idéologie socialiste pour conserver son rôle de leader au sein de l'Amérique latine tout en apportant une note de libéralisme et, ce de façon à concilier les intérêts de l'ensemble des partis prenantes.

D'une part, un changement de politique radical risquerait de conduire à une rupture avec le peuple qui a vécu plus de 20 ans sous l'idéologie socialiste. D'autre part, une entrée en guerre contre les narcotrafiquants et les milices entraînerait le pays dans une guerre civile.

Quel que soit le futur Président, celui-ci devra s'armer de patience pour relever les défis politiques, économiques, sociaux et sécuritaires.

¹ Il promet lors de son investiture en 1999 d'approfondir le « socialisme à la vénézuélienne en construisant un nouveau système social, économique et politique »

² Celui qui ne vote pas, ne mange pas

³ En 2021 le taux d'inflation avait atteint 686,4% - le pays est sorti du cycle de l'hyperinflation mais connaît un taux d'inflation assez important

⁴ PDVSA- Pétroles de Venezuela SA

⁵ Le 1^{er} avril 2017, les États-Unis imposent « des sanctions contre des personnes, des entreprises et des entités du monde pétrolier »

⁶ Auto-proclamée le 23 janvier 2019 et reconnu par une soixantaine de pays

⁷ Les obligations de la société représentent 1/3 de la dette externe du pays

⁸ Échange de brut vénézuélien contre des diluants ainsi que le remboursement d'une partie des dettes de sociétés vénézuéliennes

⁹ <https://labrigade-schoolbus.com/le-chef-de-pdvsa-pedro-rafael-tellechea-est-le-nouveau-ministre-du-petrole-au-venezuela-ce-que-lon-sait/>

¹⁰ 18 000 personnes ont été tuées par les forces de l'ordre pour « résistance à l'autorité ».

¹¹ Organisation membre au Venezuela, Fédération internationale pour les droits humains (FIDH)

¹² Personnes qui se sont enrichis sous le gouvernement chaviste. « Socialisme qui a produit des millionnaires 'est un socialisme qui a produit des milliardaires très puissants, majoritairement des fonctionnaires du gouvernement ou des partisans de celui-ci, et ils constituent actuellement l'un des principaux soutiens de

l'exécutif » sociologue Colette Capriles, de l'université Simon Bolivar.

¹³ Chávez lanzó la Misión A Toda Vida Venezuela para combatir la inseguridad, 2012, <http://www.noticias24.com/venezuela/noticia/113448>

¹⁴ Du 9 août 1950

¹⁵ Le président et son homologue vénézuélien Nicolás Maduro a signé 19 accords bilatéraux sur les communications et les technologies de l'information, l'énergie, le transport maritime, l'enseignement supérieur, l'agriculture, la médecine, les échanges culturels et la coopération minière

¹⁶ Objectif de passer de 3 milliards de dollars à 20 milliards de dollars

¹⁷ En 2023, la raffinerie pourra générer 100 000 barils de pétrole brut par jour

¹⁸ Les États-Unis ont lancé plusieurs mandats d'arrêt contre des politiciens et des hommes d'affaires syriens et libanais

¹⁹ Cain-info

²⁰ Scission avec le parti de Chavez pour fonder son propre parti d'extrême gauche, le Proyecto Guapaicaro

²¹ Il s'agit d'un large rassemblement de partis et mouvements politiques d'Amérique Latine – à caractère progressiste, socialiste et/ou anti-impérialiste. Ce dernier s'est réuni pour la première fois à São Paulo, Brésil, dans le cadre de l'invitation du Parti des Travailleurs (PT) brésilien, en juillet 1990.

²² Forces armées révolutionnaires colombiennes

²³ Facteur de déstabilisation en Amérique Latine-

révolution socialiste

²⁴ Le cartel de los soles sert de facilitateur pour le mouvement de la cocaïne colombienne, qui passe par le Venezuela, à destination des marchés internationaux

²⁵ ELN- Armée de libération nationale a été créée en 2005 est un dissident des FARC

²⁶ Triple frontière - 1200 km de frontières avec l'Argentine, le Paraguay et le Brésil

²⁷ Drug Enforcement Administration est une agence fédérale américaine d'application de la loi dépendant du département de la Justice des États-Unis, chargée de lutter contre le trafic et la distribution de drogues aux États-Unis.

²⁸ Un membre actif du cartel serait rendu au Moyen Orient pour acheter des armes et recruter des membres du Hezbollah et Hamas pour être formé au Venezuela

²⁹ 93,3 des participants ont voté pour elle

³⁰ Le 2 janvier 2012, la députée María Corina Machado avait vertement reproché au président de la République bolivarienne Hugo Chávez sa politique de saisie de biens du secteur privé. « Exproprier, c'est voler », réponse de Hugo Chavez « Je vous suggère de gagner les primaires d'abord [...] parce que vous n'êtes pas de taille pour débattre avec moi. L'aigle ne chasse pas les mouches.

³¹ En 2005, elle est accusée pour avoir reçu des fonds de la part du National Endowment for Democracy (NED), une organisation américaine néoconservatrice.

³² <https://www.vozdeamerica.com/a/venezuela-rafael-lacava-gobernador-chavista-con-mas-popularidad-que-nicolas-maduro/6798649.html>

La résilience française face au contexte de polycrise mondiale

Par Deve MABOUNGOU

Expert en intelligence économique et protection des entreprises



A l'heure où la France cherche à conserver sa place dans le concert des grandes nations, les fonctions régaliennes et les entreprises notamment sont confrontées à un cycle de crises permanentes, qui, là où elles étaient conjoncturelles, sont désormais structurelles. La sidération générée par le coronavirus ou « l'opération spéciale » russe en Ukraine ont parfaitement illustré la volatilité, l'incertitude, la complexité et l'ambiguïté du monde actuel. Les périodes de crise et de stabilité se succédant rapidement, le tout résilient ou le tout antifrangible ne sont ni réalistes ni souhaitables.

Polycrise structurelle et résilience à marche forcée

Dans un monde incertain et imprévisible, repenser l'approche stratégique n'est plus une simple nécessité, mais un impératif. L'adaptation est devenue une question de survie : il ne s'agit plus d'anticiper, mais de comprendre les nouvelles dynamiques et leur capacité de propagation. Savoir tirer parti de la volatilité est aujourd'hui reconnu comme une compétence essentielle pour les bons stratèges, qui veillent à ajuster le niveau de certitude à mesure que les conséquences des incertitudes deviennent un avantage

concurrentiel; l'absence de stabilité devient donc une opportunité stratégique.

À chaque période de grandes crises, l'humanité a été durement touchée. Nous avons été témoins de nombreuses crises sanitaires, énergétiques, géopolitiques et sociales. Parmi les crises sanitaires, certaines ont été particulièrement meurtrières, comme la peste de 1348, ayant causé la mort d'un quart de la population du continent européen. Les pandémies du XXème siècle ont également été marquées par des crises sanitaires. La grippe dite « espagnole » de 1918-1920 a entraîné environ 100 millions de décès,



La dépendance de la France a entamé sa souveraineté économique.

suivie de la grippe asiatique de 1958, la grippe de Hong Kong de 1968, plus récemment la Covid-19 et, selon certains, la Covid-24.

Cette pandémie a induit des avancées considérables dans la recherche médicale, notamment avec l'apparition de nouveaux vaccins, comme les vaccins à ARNm, utilisés pour la première fois. La réaction face à cette pandémie a été disparate : la Chine et l'Asie ont adopté des mesures préventives telles que le port du masque et le confinement suite au SRAS de 2003, tandis qu'en Occident, en France notamment, la réaction fut plutôt marquée par la panique, avec une gestion des flux hospitaliers et l'imposition de mesures drastiques, ainsi que des déstabilisations causées par les prises de position françaises dans divers domaines. Sur le plan énergétique, la dépendance de l'Occident au pétrole et au gaz est évidente.

Les cours de l'énergie augmentent, les approvisionnements sont fragilisés, et les pays doivent revoir en urgence leur politique énergétique. Cela s'ajoute aux politiques de lutte contre le réchauffement climatique qui contraignent les activités industrielles à se tourner vers des énergies décarbonées, face à une concurrence qui se désengage des engagements internationaux.

Le livre blanc de 2008 sur la défense et la sécurité nationale, fondement de la doctrine française de sécurité, évoquait déjà la nouvelle menace stratégique et soulignait l'importance d'une politique active de « contre-ingérence ». Il mentionnait notamment que « la mondialisation des échanges et l'émergence de nouveaux pôles de puissance favorisent les activités de renseignement offensif contre la France et l'Europe, ainsi que des stratégies d'influence visant à affaiblir notre rôle mondial et notre position sur le marché international.



Ces dernières années, l'économie et l'industrie françaises ont été mises à rude épreuve



l'aérospatiale et de la microélectronique, suite à une dépendance excessive à l'étranger, générant des failles majeures dans notre système. L'économie et l'industrie françaises ont été mises à rude épreuve, avec des réponses réactives plutôt qu'anticipatives ou prévisionnelles. Les actions de contre-ingérence sont la conséquence d'ingérences détectées sur notre territoire, illustrant nos vulnérabilités exploitables par des États ou des acteurs malveillants, engendrant des actions à des fins capitalistiques, cybernétiques, physiques, juridiques, humaines et des menaces à la réputation.

Selon le rapport de mars 2020 d'Europol, le nombre de cyberattaques n'a jamais été aussi élevé : « L'impact de la pandémie Covid-19 sur la cybercriminalité a été le plus significatif et marquant par rapport à d'autres activités criminelles ». La pandémie de la Covid-19 a favorisé la montée de la cybercriminalité et des menaces cyber.

En ce qui concerne les entreprises et les opérateurs économiques français, leur capacité à faire face à une attaque cyber est un élément crucial de la souveraineté économique. Ces dernières années, ces acteurs ont constamment cherché à renforcer cette capacité. La menace

cyber est en constante évolution et demeure une préoccupation majeure, d'autant plus exacerbée par un contexte de polycrise qui amplifie le danger.

L'objectif principal est d'instaurer une flexibilité à tous les niveaux d'une organisation complexe et de diriger son fonctionnement vers des méthodes à la fois résilientes et antifragiles afin d'assurer sa pérennité. Pour les entreprises françaises, la capacité à résister à une attaque cyber est un élément majeur de souveraineté économique, nécessitant une grande campagne de sensibilisation à l'endroit du monde économique.

A l'aune des futurs enjeux mondiaux ne serait-il pas opportun de favoriser une nouvelle politique étrangère pragmatique prenant en compte l'émergence des nouvelles nations influentes et notamment celles du sud Global ? Sur le plan économique, ces derniers favorisent un phénomène de « dédollarisation » annoncée et amorcée par l'arrivée du nouveau bloc des BRICS avec un nouvel espace commercial désormais incontournable. Il est évident, que ce que l'on pourrait appeler de notre vœu, « l'agilité française », devra considérer ces nouveaux facteurs d'influence pour une meilleure résilience efficace et prospective.

Une France déstabilisée et impréparée

Dans certains cas, les actions étrangères chercheront à affaiblir une entreprise ou une personne. » La crise de la Covid a mis en lumière l'impréparation de la France, de son économie et de sa capacité à gérer les pénuries, malgré des signaux précurseurs identifiés dans le livre blanc de 2013 et la revue stratégique de défense et de sécurité nationale de 2017 : manque d'anticipation, absence d'analyse de la menace et de résilience face aux crises sont, entre autres, soulignés. La désindustrialisation, les délocalisations massives et l'extension des chaînes de valeur ont conduit à des pénuries de produits sanitaires et à une forte dépendance envers les pays préservant leur capacité de production. Cette dépendance a entamé la souveraineté économique et la protection du patrimoine économique national.

Ces pertes de souveraineté s'accompagnent de menaces cyber croissantes et d'ingérences économiques assumées par les États-Unis et la Chine, ainsi que des effets néfastes des avancées technologiques telles que l'intelligence artificielle sur l'emploi. L'interconnexion des économies mondiales amplifie l'effet

domino, où une crise en entraîne une autre.

Au cours des vingt dernières années, la France a connu une désindustrialisation, des délocalisations et une extension de ses chaînes de valeur. Ces tendances ont provoqué d'importantes pénuries et une dépendance particulière envers des États, notamment la Chine. Cette désindustrialisation a entraîné une perte de souveraineté économique et une vulnérabilité dans les domaines de l'intelligence économique et de la protection du patrimoine économique national.

Ces dernières années, la France a été particulièrement vulnérable dans les secteurs des télécommunications, des transports, de



Cabinet Privé
de Conseils s.a.

L'art des relations publiques



Contact

NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS 24/7

direct@cpc-pr.com

ENVOYER UN MESSAGE

Genève - Siège
Boulevard des Philosophes 7
Case postale 7
1211 Genève 12

Berne - Bureau
Maretgasse 29
3001 Berne

T. +41 (0) 22 552 46 46

T. +41 (0) 31 519 10 00



Ce rendez-vous devenu incontournable a réuni personnels militaires, chercheurs et étudiants.

RENCONTRES STRATEGIQUES

Décrypter pour comprendre, les RSMed 2023

Par Jeanne ARVAT

Stagiaire



Le 9 et 10 novembre 2023 se sont tenus les rencontres stratégiques de la Méditerranée à Toulon. La Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégiques (FMES) s'allie une fois de plus avec la Fondation pour la Recherche Stratégique afin de proposer 14 tables rondes et deux grands témoins sur deux jours: deux jours d'expertise, d'échanges et de partage sur les enjeux stratégiques d'une mer et d'une région plus que centrales. Mêlant chercheurs, corps armés et membres du privé de 12 nationalités méditerranéennes, les RSMed sont uniques par leur contribution sans égal. L'objectif: réunir les deux rives sous des hématiques communes. Dans ce rapport, je vous propose l'étude et le récapitulatif de deux conférences.

9 décembre

Le 9 décembre, l'ensemble des auditeurs se retrouvent dans le plus grand amphithéâtre du Palais Neptune pour le mot de bienvenue. Une fois les prises de paroles terminées, le public se sépare. Trois conférences sont proposées, toutes aussi intéressantes les unes que les autres : « La Méditerranée, espace géographique multi-théâtre : point d'application de la puissance aérienne et spatiale » et « ruptures technologiques et environnementales dans les fonds marins ». Au même moment, en salle Colbert, Pierre Razoux

invite Dorothee Schmid, Hasan Yükselen, Marc Semo et Nomi Bar-Yaacov à échanger sur le thème du « Levant et Méditerranée orientale : nouvel espace d'expression des puissances ».

Focus

Je choisis de me rendre à cette dernière conférence. Les débats tournent naturellement autour des événements à Gaza. Le constat est posé : aucun des acteurs militarisés du conflit n'a comme objectif d'atteindre la paix. Israël souhaite éliminer l'ensemble des capacités de

gouvernance et militaires du Hamas, et ce sans donner la priorité au droit international humanitaire provoquant des pertes humaines importantes voire scandaleuses. Le Hamas n'a aucune volonté d'arrêter la guerre avant d'avoir regagné ses terres, même après la destruction d'un tiers des habitations de Gaza. L'escalade est bien plus probable que la résolution du conflit entre les acteurs principaux, la solution viendra alors sûrement de l'extérieur. Les Palestiniens seront, selon Nomi Bar-Yaacov, les seuls à choisir qui sera la puissance régionale ou internationale à

avoir les capacités de médiateur dans le conflit.

En parallèle, l'équilibre interne des deux territoires en guerre ne cesse de se dégrader. Les Palestiniens sont contraints de se regrouper sur un tiers du territoire initial, exacerbant les conditions de survie déjà déplorable au paravent. Les Israéliens descendent dans la rue en solidarité avec leurs voisins gazaouis.

La guerre, qui en temps normal renforce l'unité au sein d'un pays, risque de provoquer des changements en profondeur.

L'Iran

Il est aussi mentionné la participation active improbable de l'Iran, qui n'a aucun intérêt à voir une nouvelle ligne de tensions apparaître chez ses alliés. Le pays perse doit trouver une voie médiane entre la maintenance de son contrôle sur le Hamas et assurer sa « déresponsabilité » au sein du conflit Hamas/Israël. En effet, la réussite de ses objectifs régionaux et de son objectif nucléaire serait remise en question si sa participation au conflit est prouvée..

Potentiels médiateurs

L'Égypte, la Jordanie, le Maroc et les Emirats Arabes Unis sont au contraire mentionnés comme probables médiateurs du conflit. Les Nations Unies devraient imposer un retour au règlement pacifique, légal et démocratique du conflit, pour l'instant inexistant et agir pour la recréation de la confiance entre les puissances régionales.

USA

Marc Sémo évoque par ailleurs la possibilité de réengagement des Etats-Unis sur le théâtre moyen-oriental à la suite de la guerre en Palestine ainsi que la forte influence des pays arabes sur l'issue du conflit.

Turquie

La Turquie, initialement silencieuse, prend la parole et assume sa prise de position afin d'entrer dans le champ des acteurs du conflit. Les relations personnelles entre le président Erdogan et le premier ministre Netanyahu sont en effet inégales. Depuis 2010, les confrontations personnelles se succèdent. Par sa nature propalestinienne et liée à l'Europe, la Turquie est par ailleurs considérée comme actrice privilégiée.

Russie

Le rôle de la Russie est nuancé. La neutralité annoncée des Etats-Unis provoquant une désillusion israélienne concernant l'apport d'aide militaire de la puissance américaine, il n'est pas à exclure un repli vers la Russie. Le manque d'action des pays européens laisse lui aussi une porte ouverte à l'intervention d'autres puissances concurrentes comme la Russie ou la Chine. Cet avis et ces arguments sont pour autant très discutés au sein des intervenants.

Les BRICS

Afin de conclure cette conférence riche en informations, Pierre Razoux évoque l'élargissement des BRICS à l'Iran, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et l'Éthiopie. Celui-ci est-il considéré comme changement majeur pour l'équilibre de la région par les intervenants ? L'élargissement est-il remis en cause par le récent conflit entre Israël et la Palestine ? Dorothee Smith répond à la première question par l'affirmative, contredite par Marc Sémo. Les avis des deux intervenants divergent de même pour la seconde question, à laquelle Marc Sémo répond par l'affirmative, contrairement

à Dorothee Smith. Nomi Bar-Yaacov et Hasan Yükselen ne se prononcent pas.

Après la pause déjeuner, trois nouvelles conférences sont proposées. Les « convergences terrestres Sud- Européennes », les « stratégies d'influence : lutte informationnelle, puissance normative et facteur religieux » ainsi que l'« intelligence artificielle et drones : les enjeux du combat collaboratif » sont traités. Une fois ce créneau de tables-rondes effectués, les auditeurs se retrouvent pour la dernière fois de la journée autour de la question du « canal de Suez a la corne de l'Afrique : un enjeu géostratégique majeur ». Cette discussion, très enrichissante, est menée par Marie-France Chatin et donne la parole à Camille Lons, Géraldine Pinault, le Contre-amiral Jean-Michel Martinet et Richard Watts.

Focus

Le sujet est ouvert sur l'influence géopolitique et économique du détroit Bab al-Mandab. Cette influence déjà présente due au trafic important de pétrole, s'exacerbe à la vue de la guerre au Yémen et des tensions entre l'Égypte et l'Éthiopie.

Jean-Michel Martinet insiste sur le fait que le détroit constitue le lien entre le Golfe et l'Asie avec la Méditerranée. La présence accrue des puissances régionales et internationales dans la région démontre l'intérêt autour du détroit. La Turquie exerce sa puissance sur la Somalie, la Russie sur le Soudan, la Chine, les Etats-Unis, la France, le Japon et l'Italie sur Djibouti. En complément, les Etats-Unis utilisent leur présence maritime dans la région afin d'influencer les décisions géopolitiques, les Emirats Arabes Unis font de même au Yémen, en Érythrée, en Somalie et à Socotra avec l'Arabie Saoudite et la coalition internationale.

Cette concentration de présence des puissances se traduit par une grande vulnérabilité de la région. Les tensions internationales entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie et régionales au Soudan, entre la Palestine et Israël et avec l'Iran se concrétisent autour du détroit par des gestes stratégiques.

La Chine, en 2017, déclare l'ouverture des nouvelles routes de la soie par le détroit et installe un nouveau point d'appui militaire à Djibouti. Elle influence aussi le commerce de la région par son offre en télécommunication, provoquant une perte de la souveraineté des pays ainsi que leur augmentation de dette extérieure. En parallèle,

un projet de site de lancement de fusée civil et militaire voit le jour, concrétisant la présence militaire de la Chine dans la région.

Richard Watts, spécialiste, concrétise cette déclaration par les chiffres : les gestes stratégiques ont une incidence importante due aux 100 000 navires qui franchissent le détroit par année, représentant environ 2200 DWT. Le trajet des navires, après être passé par Bab al-Mandab, se continue à travers le canal de Suez. Celui-ci accueille 60 bateaux par jours, 200 000 par an correspondant à 30% des conteneurs mondiaux en transit et 12% du commerce international. Un incident dans cette zone se traduira par un retard mondial de marchandise. L'accident du porte-conteneur Ever Given, bloqué 6 jours, a provoqué le retard de 400 bateaux.

En parallèle, Camille Lons évoque le réinvestissement des pays du Golfe en mer Rouge à travers des projets économiques en investissant dans les infrastructures et politiques à travers une ingérence dans les affaires internes des pays d'Afrique. Ce nouvel attrait des puissances golfeiques est influencé par plusieurs facteurs : la sous-exploitation des ressources naturelles, de l'agriculture et du manque de moyens mais aussi militaire, en profitant du Soudan comme base arrière et géopolitique pour contrecarrer la volonté d'expansion de l'Iran dans la corne de l'Afrique, au Yémen et Soudan dans les années 2000. Le Soudan contribue au trafic d'armes iraniennes en direction des groupes armés alliés tels que le Hamas et le Hezbollah. Entre 2014 et 2016, la Somalie et le Soudan mettent un terme à leurs relations officielles avec l'Iran. L'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis font aussi de la mer Rouge le théâtre de conflit contre le Qatar et la Turquie durant la crise au Qatar, l'influence des élections en Somalie, le soutien du Somaliland contre la Turquie et en soutenant la transition démocratique du Soudan menant à un coup d'état puis à une guerre civile, par ailleurs financée par les puissances. Cette extension d'influence sur la région la fragilise. Le Golfe n'aurait-il pas un intérêt au développement d'une stabilité régionale ?

Cette tendance d'alliance entre l'Arabe Saoudite et les Emirats Arabes Unis contre le Qatar et la Turquie commence à évoluer. Des points d'entente sont trouvés et la compétition entre l'Arabie Saoudite et les Emirats s'exacerbe, donnant lieu aux nouveaux accords d'Abraham avec Israël.



Des stratèges et des militaires de haut-niveau ont participé au débat

Géraldine Pinault ouvre à son tour le spectre des pays d'Afrique. La configuration géographique de la région oriente l'ensemble des pays vers le commerce autour de la mer Rouge. L'Ethiopie tente depuis un moment d'obtenir un accès à la mer, tantôt par des méthodes douces, tantôt par la force. Le pays utilise sa relation avec la Somalie, pays peu contrôlé par l'état pour obtenir sa convoitise sous couvert de la lutte contre Al-Shebab. Après l'accès à la mer par l'Ethiopie fermée en 1998 à la suite de la guerre, Djibouti récupère 98% du commerce de ce point.

Anne-France Chatin évoque les accords d'Abraham et questionne leurs rôles de stabilisateur. Elle agrmente sa question avec l'évocation des BRICS comme facteur de rapprochement entre l'Iran et l'Arabie-Saoudite.

Camille Lons aborde en réponse le projet de plateforme pour la gestion multilatérale de la mer Rouge, projet initialement porté par l'Egypte et repris par l'Arabie Saoudite de force en 2020. Ce projet fait face à un certain nombre de dilemmes, constituant sa fragilité. Quels pays inclure ? Il est question d'accepter les pays côtiers, en excluant Israël. La concurrence entre l'Egypte et l'Arabie Saoudite affecte aussi l'inclusion de l'Ethiopie au sein du projet.

La réunion se conclue par la mention de la

migration au sein de cette région, fortement sujette aux mobilités de populations. 46% des migrations sont inter-régionales, c'est-à-dire que les pays de départ et d'arrivée se situent tous deux au sein de la Corne de l'Afrique. 46 autres pourcents se déplacent en direction de la péninsule arabique et seulement 2% souhaitent s'établir en Europe et en Afrique du Sud.

La majorité des migrations sont catégorisées de politiques donc dues à des guerres.

Ainsi se conclut le premier jour des RSMed. Cette première journée a été intense, tant en informations qu'en rencontres. Les personnels militaires se mêlent aux chercheurs, aux étudiants ou simplement aux gens curieux. Vendredi :

Cette nouvelle et dernière journée des RSMed s'ouvre sur le témoignage de Nathalie Loiseau, députée

européenne et présidente de la sous-direction « sécurité-défense » du Parlement européen. Trois nouvelles conférences sont ensuite proposées. « La route maritime du golfe arabo-persique a la Méditerranée, enjeux et menaces – quelle action pour les marines européennes et riveraines ? », « le Maghreb, la Méditerranée et l'Europe : enjeux stratégiques » et « Les enjeux technologiques : l'offensive a-t-elle pris le pas sur la défensive ? ».

Finalement, les RSMed se concluent dans l'après-midi sur un dernier set de tables rondes. Les « rivalités de puissances : Chine, Etats-Unis et Russie », « les enjeux énergétiques » et le « regard de la jeunesse euro-méditerranéenne sur les enjeux stratégiques de la région ». Cette dernière donne une tribune à la jeunesse qui, venue nombreuse à l'évènement, apporte un œil nouveau sur les problématiques traitées au cours des deux jours. Gildas Leprince, alias Mister Geopolitix, discute avec Diogo Cardoso, Nesrine Akharouid et Antoine Poirier. Ces deux derniers intervenants, marocaine pour la première et français pour le second, démontrent tous deux leurs intérêts pour les questions de sécurité, défense et diplomatie à travers leur engagement au sein de l'association des Jeunes IHEDN, soit au sein du Comité Moyen-Orient Monde Arabe pour Antoine soit au sein de la Délégation Internationale du Maroc pour Nesrine.

Ainsi se concluent ces deux jours intenses de rencontres, d'enseignement et d'échanges autour des questions stratégiques de la Méditerranée. L'évènement se reproduit tous les ans et les vidéos, rapports et extraits de l'évènement seront bientôt disponibles sur les canaux de diffusion de la FMES.



**Les temps ont changé...
Et vous ?**

Leadership
Adaptabilité
Soustraction
Relationnel
Communication

**Dans un monde en
transformation accélérée,
développez les compétences
qui feront la différence.**

Edge Skills™

Coaching **Formation**
C-Learning **Love Triangle™**



www.caconsulting-group.com
+33 (0) 1 42 77 74 33
info@caconsulting-group.com
18, avenue de l'Opéra - 75001 Paris

Les semi-conducteurs, entre technologie et géostratégie

« Les propriétés des semi-conducteurs sont à l'origine de toute l'électronique moderne » (Pierre Gille de Genne).

Par Matthieu LANDRIN



Dans un monde de plus en plus numérique et connecté, les semi-conducteurs jouent un rôle crucial dans la réalisation des composants électroniques. Nous en utilisons des dizaines de milliers chaque jour, voire des millions, sans même nous en rendre compte. Durant la pandémie du covid, une pénurie sans précédent a affecté de nombreux secteurs à travers le monde et nous a fait réaliser à quel point ils étaient si importants.

Ces matériaux servent à la fois d'isolant et de conducteur et sont aujourd'hui à la base de tous les composants électroniques des dispositifs spatiaux, médicaux, militaires ou encore de télécommunication. Ils nous permettent de nous rendre sur nos lieux de travail plus rapidement, de communiquer avec nos proches, de consulter cet article en ligne ou d'intercepter un missile intercontinental. Au cœur de cette industrie se trouve Taïwan qui a émergé comme un acteur majeur de la fabrication et de l'innovation de ces composants au détriment de son voisin chinois. L'Indopacifique étant en proie à de vives tensions géopolitiques ces dernières années, cette domination taïwanaise du marché des semi-conducteurs contribue à les exacerber.

Un matériaux stratégique

Mais comment ce matériau est-il devenu si précieux pour nos sociétés numérisées ? Si des travaux sur la conductivité des métaux ont déjà lieu au XVIIIe siècle, les grandes avancées théoriques et pratiques prennent place entre les années 1930 à 1950, date à partir de laquelle les industries de semi-conducteurs ont vu le jour. Ces découvertes engendrent un gain exceptionnel de taille, de poids, de consommation d'énergie, de durabilité, d'efficacité et de facilité de production en remplaçant les tubes à vides utilisés précédemment. De manière succincte, les semi-conducteurs sont des matériaux possédant une conductivité électrique duale située entre les conducteurs (comme les métaux) et les isolants (comme le verre). Majoritairement constitués de silicium, ils permettent un contrôle précis du courant électrique, chose essentielle pour créer des circuits complexes (processeurs, circuits intégrés...). Ils donnent la possibilité de miniaturiser les composants électroniques, augmentant la densité des circuits et améliorant l'efficacité énergétique des appareils. Ces propriétés expliquent pourquoi les grandes puissances aspirent à devenir autonomes en matière de recherche et de développement de tels matériaux qu'elles placent au centre de toutes leurs ambitions électroniques.

Taiwan occupe une position stratégique au centre des trois maillons de la chaîne de fabrication des

semi-conducteurs (fonderies de puces, conception de circuits intégrés avancés et encapsulation de composants). C'est dans le premier qu'elle domine avec 58% des parts de marché mondial des fonderies de semi-conducteurs appartenant à l'entreprise TSMC (suivie par Samsung -Corée du sud- qui possède 15% des parts de marché). Cette réussite résulte d'une politique orientée vers l'exportation de produits à haute valeur ajoutée, notamment les semi-conducteurs, lancée dès les années 1970 par le ministre des Affaires économiques de l'époque, Sun Yun-suan. Taïwan étant un petit pays, la stratégie adoptée est similaire à celle de la Suisse qui au vu de la taille de son marché intérieur et de son accès aux matières premières, a préféré miser sur des activités d'exportation de produits transformés à forte valeur ajoutée. Cette stratégie est un réel succès puisqu'en 2022 Taïwan a généré 66% des revenus engendrés par la production mondiale de ces puces électroniques (dont 56% uniquement pour l'entreprise TSMC). D'un point de vue géostratégique, cette domination contribue à raviver des tensions déjà considérables dans la région.

Bras de fer entre la Chine et les États-Unis

La Chine, forte d'ambitions envers cette île voisine, investit massivement dans le domaine afin de ne plus en être dépendante. En effet, l'une des raisons qui aujourd'hui empêche la Chine d'attaquer ou d'envahir Taïwan est le risque de stopper la production et le commerce de semi-conducteurs, ce qui paralyserait l'économie mondiale et mettrait en danger nos sociétés numérisées, y compris la sienne. Une première pénurie de grande ampleur a permis de mesurer l'impact qu'ont ces composants sur notre quotidien lors du covid. La demande d'appareils électroménagers ayant grandement augmenté avec la montée du télétravail, les fonderies taïwanaises et toute la chaîne de fabrication ont été fortement impactées lors de cette période. Parallèlement à la concurrence sino-taiwanaise, les États-Unis qui sont les plus grands rivaux économiques de la Chine, lui imposent des sanctions interdisant à ses entreprises (Applied



La maîtrise de la filière des semi-conducteurs est stratégique.

Materials, Lam Research et KLA) d'exporter les machines utilisées lors du processus de gravure (sanctions suivies par les Pays-Bas et le Japon qui font partie des plus gros acteurs du marché). Joe Biden a d'ailleurs signé en début d'année le « CHIPS Act », visant à relancer l'industrie des semi-conducteurs aux États-Unis et prévoit environ 40 milliards de dollars de subvention pour la production et la recherche dans ce milieu. La réponse chinoise ne s'est pas fait attendre puisque le gouvernement compte investir l'équivalent de 40 milliards d'euros afin de doper sa production pour ne plus être dépendant de ses concurrents et répondre lui-même à la demande de son marché domestique qui représente un quart de la demande finale de puces dans le monde. Il est important de se rendre compte que l'appareil de production occidental fait tout pour isoler la Chine afin qu'elle ne devienne pas indépendante et que l'on puisse continuer à bénéficier de la taille de son marché et de sa demande croissante.

L'Union européenne, consciente de ces enjeux stratégiques, adopte elle aussi un nouveau plan d'investissement dans le domaine en injectant plus de 100 milliards d'euros sur le territoire européen. Environ 70 projets d'usines dans 19 pays ont été annoncés ces derniers mois dont celui d'une première usine TSMC en Allemagne. Le commissaire européen au Marché intérieur, Thierry Breton, justifie cette initiative par le besoin de créer une infrastructure européenne compétitive et pérenne qui contribuerait à réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis des autres acteurs mondiaux. Finalement, la numérisation exponentielle de notre quotidien continuera à renforcer l'importance de ces matériaux, les plaçant au centre des considérations géostratégiques actuelles des grandes puissances.



CANADA

Le voisinage États-Unis - Canada Du «gagnant-perdant» au «gagnant-gagnant»

Par José Bonyeme



Les États-Unis et le Canada partagent à la fois une histoire commune et des différences significatives en raison de leurs parcours historiques distincts. En effet, les deux pays furent colonisés par des puissances européennes, principalement par la Grande-Bretagne et la France.

Le Canada a été fortement influencé par la présence française en Nouvelle-France avant de devenir une colonie britannique. Les Treize Colonies britanniques en Amérique du Nord ont formé la base des futurs États-Unis. Mais les États-Unis ont obtenu leur indépendance de la Grande-Bretagne à la suite de la guerre d'indépendance américaine (1775-1783), tandis que le Canada britannique est resté sous le contrôle britannique.

Les États-Unis vont adopter une constitution en 1787, établissant un système fédéral avec un président élu, tandis que le Canada est devenu une confédération en 1867, avec un système parlementaire et une monarchie constitutionnelle. Les deux entretiennent des identités linguistiques et culturelles distinctes. Le Canada est officiellement bilingue (anglais et français) et a une forte présence de la culture francophone, principalement au Québec. Les États-Unis sont majoritairement anglophones et ont une diversité culturelle importante en raison de l'immigration.

Les deux pays ont des relations historiques et contemporaines complexes avec les peuples autochtones, mais les détails de ces relations varient en fonction de l'histoire de chaque pays et de la reconnaissance des droits autochtones.

À l'instar de tout autre contexte de voisinage, les relations entre ces deux pays voisins sont complexes et variables en fonction des

circonstances et des acteurs impliqués ; elles impactent divers domaines nationaux sensibles. Sans pouvoir en faire une revue exhaustive, faute de temps et d'espace, le présent article fait ressortir quelques-uns qui concourent à édifier une ambivalence dans les relations faisant de ces deux vastes pays de l'Amérique du nord tantôt des voisins partenaires alliés, tantôt des voisins rivaux concurrents. Pour illustrer cette ambivalence, vue du Canada, l'article cerne deux problématiques : la question des IDE et celle de l'implantation des grandes entreprises américaines.

1. Canada-États-Unis : voisins, partenaires et alliés

Le Canada et les États-Unis entretiennent une profonde amitié de nation à nation fondée sur une coopération sans égal, allant de la gestion de la frontière commune aux questions d'ordre sécuritaire et à plus de 30 ans de libre-échange.

En effet la frontière entre le Canada et les États-Unis est la frontière internationale la plus longue et l'une des plus pacifiques au monde, s'étendant sur environ 8 891 kilomètres à travers une variété de paysages, de climats et de régions géographiques. En dépit de sa longueur, elle est non militarisée, contrairement à de nombreuses autres frontières internationales. Elle est caractérisée par une coopération pacifique entre

les deux pays voisins depuis de nombreuses années.

Outre la frontière, les deux pays entretiennent depuis longtemps des relations amicales et une coopération étroite dans de nombreux autres domaines dont, entre autres, le commerce, la sécurité, la gestion des ressources naturelles et la diplomatie. Cette étroite collaboration s'illustre, à la frontière, par la traversée quotidienne des biens et services d'une valeur de plus de 2,4 milliards de dollars en 2016, c'est la relation commerciale la plus avantageuse au monde. Le commerce de biens et services entre le Canada et les États-Unis a atteint 880 milliards de dollars en 2015. Les exportations canadiennes à destination des États-Unis ont été de 450 milliards de dollars, ce qui représente 72 % de l'ensemble des exportations du Canada.

Des IDE

La question des investissements étrangers, en particulier ceux en provenance des États-Unis, revêt une grande importance pour l'économie canadienne. Les investissements étrangers peuvent apporter des avantages économiques, mais ils soulèvent également des préoccupations en matière de dépendance économique et de souveraineté.

Au cours de la deuxième décennie de l'actuel millénaire, la valeur totale en dollars du stock d'investissement direct étranger (IDE) des É.-U. au Canada s'est accrue de plus de 40 % pour se chiffrer à 360 milliards de dollars, représentant près de 50 % d'IDE au Canada en 2014.

► En guise des avantages des investissements étrangers, l'on retiendrait principalement les suivants :

⇒ La stimulation de la croissance économique : Les investissements étrangers injectent des capitaux importants dans l'économie canadienne, favorisant ainsi la croissance économique, la création d'emplois et l'innovation.

⇒ L'accès à la technologie et au savoir-faire : Les entreprises américaines apportent souvent des technologies de pointe et des compétences spécifiques qui bénéficient aux entreprises canadiennes et à l'économie en général.

⇒ Les marchés d'exportation : Les investissements étrangers facilitent l'accès des entreprises canadiennes aux marchés mondiaux en utilisant les réseaux de distribution et les ressources financières des entreprises américaines.



la frontière entre le Canada et les États-Unis est la frontière internationale la plus longue

► À titre de préoccupations liées à la dépendance économique mentionnons :

⇒ La perte de contrôle : Lorsqu'une entreprise américaine investit au Canada, elle peut devenir un actionnaire ou un propriétaire majoritaire, ce qui entraîne

une perte de contrôle sur des secteurs clés de l'économie canadienne.

⇒ La vulnérabilité aux chocs économiques américains : Une forte présence d'investissements américains rend l'économie canadienne plus vulnérable aux fluctuations de l'économie mondiale et aux politiques étrangères, notamment celles des États-Unis.

⇒ La répartition inégale des avantages : Il peut y avoir des inquiétudes quant à la répartition des avantages des investissements américains entre les provinces, notamment en ce qui concerne les retombées économiques locales et la création d'emplois.

► Concernant la politique d'investissement étranger au Canada :

⇒ Le Canada devra mettre en place un cadre réglementaire visant à encadrer les investissements étrangers dans des secteurs sensibles de l'économie, notamment les infrastructures critiques, la sécurité nationale et la culture. Ces règlements visent à protéger les intérêts nationaux tout en favorisant un environnement d'investissement ouvert.

⇒ Le gouvernement canadien devra examiner les propositions d'investissements étrangers pour déterminer si elles sont conformes aux intérêts nationaux. Dans certains cas, il peut imposer des conditions ou refuser l'investissement.

► Pour équilibrer les avantages et les préoccupations, le défi pour le Canada est :

⇒ De trouver un équilibre entre les avantages économiques des investissements étrangers et la protection de sa souveraineté économique et de ses intérêts nationaux.

⇒ Cela peut être réalisé grâce à une politique d'investissement étranger éclairée qui prend en compte les secteurs stratégiques et les enjeux de sécurité nationale, tout en favorisant les opportunités de croissance et d'innovation.

Certes, les investissements étrangers américains jouent un rôle significatif dans l'économie canadienne, mais ils suscitent aussi des préoccupations en matière de dépendance économique et de souveraineté. Le Canada doit mettre en place un cadre réglementaire rigoureux pour gérer ces investissements tout en cherchant à maximiser les avantages économiques qu'ils peuvent apporter.

2. Canada-États-Unis : voisins, rivaux et concurrents

L'implantation insidieuse des grandes entreprises industrielles américaines au Canada engendre plusieurs enjeux économiques et socio-économiques tels que :

► La concurrence avec les entreprises locales : L'arrivée de grandes entreprises américaines au Canada crée une concurrence féroce qui met à mal les entreprises locales, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME) qui ont du mal à rivaliser en termes de ressources financières et de capacités de production. Par exemple, si une entreprise américaine de l'industrie manufacturière s'installe au Canada et bénéficie d'économies d'échelle, elle propose des prix plus bas que les entreprises locales, ce qui nuit à leur compétitivité.

► La pression sur les salaires et les conditions de travail : Les entreprises américaines ont souvent



Une forte présence d'investissements américains rend l'économie canadienne plus vulnérable aux fluctuations de l'économie mondiale.

des pratiques de rémunération et de conditions de travail différentes de celles du Canada, ce qui exerce une pression à la baisse sur les salaires et les avantages sociaux dans certaines industries. Par exemple, une grande entreprise américaine qui s'installe dans le secteur manufacturier canadien et choisit de payer des salaires moins élevés que la moyenne locale, ce qui a pour effet d'entraîner une réduction des normes de rémunération dans cette industrie.

► La dépendance économique : L'implantation de grandes entreprises américaines au Canada entraîne une dépendance économique excessive à l'égard de ces entreprises. Surtout lorsqu'une entreprise américaine devient un acteur dominant dans un secteur donné, le Canada devient vulnérable aux fluctuations économiques aux États-Unis, ce qui a des répercussions sur l'emploi et la croissance économique au Canada. Par exemple, si une grande entreprise américaine dans le secteur de l'automobile est fortement présente au Canada et connaît des difficultés économiques aux États-Unis, cela affecte négativement les travailleurs et l'industrie automobile canadienne.

► Les risques environnementaux : Les grandes entreprises industrielles américaines s'inscrivent souvent à des normes environnementales différentes de celles du Canada. Leur implantation au Canada entraîne donc des préoccupations quant aux impacts environnementaux locaux. Par exemple, une entreprise américaine du secteur de l'énergie pourrait avoir des pratiques environnementales moins strictes que celles exigées par la réglementation canadienne, ce qui pourrait avoir des conséquences néfastes sur l'environnement local.

► La perte de souveraineté économique : Si de nombreuses grandes entreprises américaines s'implantent au Canada, cela pourrait entraîner une perte de souveraineté économique, car ces entreprises pourraient avoir une influence significative sur les politiques économiques et commerciales du pays. Par exemple, elles pourraient faire pression pour que le Canada adopte des politiques qui favorisent leurs intérêts au détriment de ceux de l'économie locale.

En somme, l'implantation d'entreprises étrangères américaines au Canada n'a pas

que des désavantages, elle a également des avantages ci-haut mentionnés, tels que la création d'emplois, l'apport de capitaux étrangers et l'accès à de nouveaux marchés. Cependant, pour générer ces avantages il serait indispensable que les gouvernements canadiens surveillent attentivement ces développements pour s'assurer que les intérêts nationaux sont préservés et que les entreprises étrangères canadiennes opèrent dans le respect des normes locales en matière de travail, d'environnement et de réglementation économique. Pour faire face à ces défis et préoccupations liés à la dépendance économique vis-à-vis des compagnies américaines, le Canada devra envisager plusieurs mesures dont :

► La diversification économique : Le Canada devra chercher à diversifier ses partenaires commerciaux en développant des relations commerciales avec d'autres pays, notamment en Europe, en Asie avec les marchés chinois et indien et en Amérique du Sud. Cela réduirait la dépendance à l'égard des États-Unis.

► La promotion de l'innovation : Encourager l'innovation et la création de nouvelles entreprises canadiennes dans des secteurs stratégiques pourra aider à réduire la domination des entreprises américaines sur le marché canadien.

► La politique industrielle : Le Canada devra élaborer des politiques industrielles visant à promouvoir la croissance des entreprises nationales dans des secteurs clés, tout en garantissant un environnement concurrentiel.

► Le renforcement des liens commerciaux internationaux : Participer à des accords commerciaux internationaux aidera le Canada à accéder à de nouveaux marchés et à réduire sa dépendance à l'égard des États-Unis.

En substance, la dépendance économique du Canada aux compagnies américaines pose des défis et des préoccupations importantes. Pour atténuer ces problèmes, le Canada devra mettre en œuvre diverses stratégies visant à diversifier son économie et à promouvoir le développement économique national.

Nonobstant des différences significatives entre ces deux pays, ils continuent de maintenir des liens étroits en tant que voisins et partenaires économiques, bien que concurrents sous divers aspects.

Le Canada confronté aux effets de son déficit démographique

Par Gaston Côté

Brigadier-général (retraité)



Le Canada fait face à de nombreux défis démographiques : une population vieillissante, une natalité tributaire d'un taux de fécondité de 1,47 enfant par femme (largement insuffisant selon l'indice de renouvellement des générations), une surmortalité liée aux épidémies récentes.

Le Canada fait face à de nombreux défis démographiques : une population vieillissante, une natalité tributaire d'un taux de fécondité de 1,47 enfant par femme (largement insuffisant selon l'indice de renouvellement des générations), une surmortalité liée aux épidémies récentes. Évidemment tous ces maux ne sont pas uniques au Canada car, en fait, la majorité des pays occidentaux souffrent de ces courbes démographiques inquiétantes. Ces constats liés à la démographie génèrent une inquiétude trouvant sa source quant au maintien d'une main d'œuvre qualifiée et en santé, une main d'œuvre suffisante pour assurer le maintien d'une croissance économique tout en assurant des entrées de fonds au trésor national responsables du maintien des programmes regroupées sous le vocable de filet social.

Malgré ces lourdes tendances démographiques, le Canada réussit à maintenir son poids démographique à l'échelle mondiale ; en fait, la population du Canada continue de croître ! Cette croissance est déjà prise en compte par la planification faite par le gouvernement fédéral quant aux niveaux d'immigration dont le plus haut niveau prévisionnel atteint les 500 000 immigrants pour l'année 2025.¹ Toutefois, ces niveaux de prévision d'immigration ont été pulvérisés alors que le nombre d'immigrants reçus durant la période entre juillet 2022 et juillet 2023 a atteint le million !

Le chemin Roxham

Accepter un million de nouveaux immigrants est tout à fait exceptionnel pour le Canada et constitue un record ! Évidemment, il faut sans doute trouver une explication pour ce phénomène. Tout d'abord, depuis quelques années déjà, il existait une immigration qualifiée d'irrégulière alors que des immigrants bénéficiaient de la complicité de passeurs et, avouons-le, d'une frontière de 6 414 km considérée comme « poreuse » entre les États-Unis et le Canada. Beaucoup de ces immigrants irréguliers ont sans doute emprunté le chemin Roxham donnant accès au Canada par l'état de New York. C'est d'ailleurs dans cet état qu'il existe un réseau bien étoffé de passeurs privés conduisant les personnes jusqu'à la limite de la frontière séparant le Canada et les États-Unis. Une fois en sol canadien, la majorité des immigrants réclamaient le statut de réfugiés, une demande un peu étrange puisqu'il émigrerait d'un pays sûr vers un autre pays sûr. Les pressions de plusieurs provinces voulant endiguer le flot de demandeurs d'asiles ou de demandeurs de statut de réfugié ont poussé le gouvernement canadien à fermer le chemin Roxham et à confirmer le statut des États-Unis comme pays sûr : cette



Avec un taux de fécondité de 1,47 enfant par femme, la population canadienne est vieillissante

confirmation a fait en sorte que les personnes franchissant la frontière canado-américaine par un moyen comme le chemin Roxham n'étaient pas éligibles à faire une demande d'asile et seraient refoulés vers les États-Unis.²

L'épisode du chemin Roxham étant clos, on serait en droit de conclure que l'arrivée d'immigrants présentant une demande d'asile est maintenant sous contrôle. Et bien la situation a changé, la majorité des immigrants soucieux de faire une demande d'asile le font maintenant par des moyens conventionnels, c'est-à-dire qu'ils prennent l'avion et atterrissent au Canada où ils présentent une demande d'asile auprès des douaniers canadiens appartenant à l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) ; cette demande sera transmise à Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Ces deux agences accusent déjà un manque d'effectifs depuis quelques années ce qui se traduit par des délais initiaux dans l'étude de leur dossier qui inclut la vérification d'antécédents criminels par IRCC ou autres avec le pays d'origine de la personne présentant une demande de statut.

La vérification d'antécédents est un processus

nécessaire, mais long qui demeure essentiel pour la progression du dossier de demande de citoyenneté auprès des autorités d'Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Cette vérification peut prendre normalement jusqu'à un an de travail avant de fournir une réponse initiale au demandeur. Or, le personnel d'IRCC accuse depuis longtemps un retard considérable dans le traitement de ces dossiers d'immigration ; ce retard atteint souvent trois ans et certains dossiers prennent jusqu'à quatre ans avant d'être traités,³ selon la vérificatrice générale du Canada ! Ce retard de traitement de dossiers a connu une croissance incroyable durant la crise de la COVID auquel s'ajoute le nombre record de nouveaux dossiers doublant largement les prévisions du nombre d'immigrants. Cette accumulation de dossiers a poussé les autorités politiques à mettre plus de pression afin d'accélérer les procédures et ainsi répondre le plus rapidement possible quitte sans doute à sauter des étapes de vérification, afin que 80 pour cent des dossiers soient traités selon les normes de temps.⁴

Une autre statistique tend à augmenter le nombre de demandes de citoyenneté, il s'agit des demandes de séjour temporaire aux fins d'études,



de travail temporaire (saisonnier par exemple). Ce statut constitue souvent une façon de mettre le pied en sol canadien pour faire subséquemment une demande de citoyenneté ; un moyen sans doute facile de contourner la bureaucratie mais qui occulte les statistiques d'immigration tenues par Statistique Canada.

Le nombre de demandeurs de permis temporaire a aussi explosé au fil des dernières années. Par exemple, afin de pallier au manque de main d'œuvre, le nombre de travailleurs étrangers temporaires (titulaires de permis de travail en date du 31 décembre de chaque année) a été multiplié par sept, passant de 111 000 en 2000 à 777 000 en 2021.⁵

Une autre catégorie de permis temporaire porte sur les études c'est ainsi que de 2000 à 2019, le nombre d'étudiants étrangers ayant des revenus déclarés sur un feuillet confirmant leur statut aux yeux de l'impôt fédéral est passé de 22 000 à 354 000. C'est ainsi que, en date du 1^{er} juillet 2023, il était estimé que 2 198 679 résidents non permanents vivaient au Canada, une augmentation de 46 % par rapport à la même date un an plus tôt (1 500 978).

Comme si cette augmentation massive ne comblait pas les visions de certains politiciens canadiens. L'actuel premier ministre du Canada en rajoute en émettant en 2015 l'idée que le Canada est devenu le premier pays « post national »,⁶ de plus le premier ministre a maintes fois émis l'idée que le Canada est « sans identité de base et sans courant dominant »⁷; un concept passablement alambiqué interprété par plusieurs comme une invitation à devenir Canadien. À ce concept d'un pays post national s'ajoute son appui à l'initiative du siècle,⁸ une idée visant une population de 100 millions de citoyens canadiens d'ici la fin du 21^e siècle ! Ces deux idées semblent donner le ton pour faciliter l'octroi de la citoyenneté canadienne à toute personne qui en fait la demande et ces mêmes idées ont aussi donné une nouvelle motivation aux fonctionnaires de passer en deuxième vitesse pour l'étude des dossiers de personnes faisant une demande de citoyenneté.

Le Canada est et a toujours été une terre d'accueil et il jouit d'une réputation mondiale en ce sens mais, le fait d'ouvrir les vannes de l'immigration n'a pas que des effets positifs sur le pays.

Les conséquences

Il semble clair que l'augmentation de l'immigration compense potentiellement le manque de main d'œuvre causée par la dénatalité et le vieillissement de la population. Cependant il faut admettre que cette hausse de la population entraîne des irritants majeurs à l'échelle du pays. Au premier chef, il faut préciser que les cibles d'immigration sont des cibles confirmées par le gouvernement fédéral après consultation auprès des provinces car il s'agit d'une responsabilité partagée entre le gouvernement fédéral et les provinces, un aspect très critique, particulièrement pour le Québec à cause du volet francophone chez les immigrants.

En effet, bien que le gouvernement fédéral possède les outils pour confirmer les antécédents des immigrants potentiels et bien que le gouvernement fédéral possède les leviers permettant d'accorder la citoyenneté canadienne aux nouveaux arrivants, les provinces n'ont pas nécessairement les structures pour absorber un accroissement important de nouveaux citoyens. L'énumération des goulots d'étranglement pour l'accueil est particulièrement choquante par la dimension et la diversité des problèmes rencontrés. Cette hausse de l'immigration coïncide avec une crise du logement sans précédent pour laquelle les nouveaux arrivants ne sont pas responsables

; cette crise du logement touche tous les types d'immigrants autant les personnes jouissant d'un permis de séjour temporaire que les familles ayant le statut d'immigrant reçu qui doivent trouver un logement insatisfaisant à un prix exorbitant. Tous les groupes de nouveaux arrivants font face à un système de santé engorgé qui peine à retrouver le rythme de croisière d'avant la COVID et il en va de même pour le système d'éducation dans la plupart des provinces.

Sur le plan sécuritaire, il faut souligner que la saga du chemin Roxham et le manque de fermeté du gouvernement fédéral à colmater les passages irréguliers à la frontière ont créé une impression de laxisme au sein des autorités chargées de la protection des frontières et du suivi des immigrants une fois rendu sur le sol canadien. Profitant de cet apparent laxisme, l'immigration irrégulière est maintenant un filon exploité par des organisations criminelles se spécialisant dans le trafic d'êtres humains ; que ce soit pour entrer au Canada à partir des États-Unis ou l'inverse⁹, ces cartels font une petite fortune au nez et à la barbe des autorités canadiennes, faute de moyens et possiblement faute de volonté politique. Il serait illusoire de penser que ces cartels ne possèdent pas de réseau bien établi au Canada leur permettant d'opérer dans différents domaines et de cultiver le recrutement de membres parmi la population déjà établie comme citoyen canadien. À cette affirmation, il faut relier le phénomène des gangs dont plusieurs ont une origine ethnique en provenance de différents pays ; pour la région de Montréal, la majorité des gangs les plus connus sont d'origine haïtienne bien que d'autres gangs trouvent leurs racines dans des pays sud-américains et autres. L'absence de données précises quant au pays d'origine des prisonniers détenus dans les prisons fédérales rend difficile tout recoupement pouvant établir un rapport entre l'afflux d'immigrants d'un pays spécifique et la population carcérale ayant un lien avec ce même pays ; cependant, il existe tout de même

une donnée établissant que « environ 1 adulte admis en détention sur 6 appartient à un groupe de population désigné comme minorité visible »¹⁰

Le Canada est une terre d'accueil reconnu mais encore faut-il s'assurer que les nouveaux arrivants soient traités dignement et aient accès à tous nos services ! De même, notre réputation de peuple accueillant et déboussaie ne doit pas mettre en danger notre population simplement pour poursuivre une cible numérique et peut-être même chimérique d'accroissement de notre « poids » démographique aux yeux du reste de la planète...

¹ <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2022/11/un-plan-dimmigration-pour-faire-croitre-leconomie.html>

² <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/mandat-politiques-directives-operationnelles-ententes-accords/ententes/entente-tiers-pays-surs.html>

³ <https://www.ledevoir.com/politique/canada/800291/dossiers-immigration-canada-restent-jusqu-4-ans-tablettes?>

⁴ <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2023/10/declaration-du-ministre-miller-sur-le-rapport-du-bureau-du-verificateur-general-sur-le-traitement-des-demandes-de-residence-permanente.html>

⁵ <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220622/dq220622c-fra.htm#:~:text=Le%20nombre%20de%20travailleurs%20étrangers,à%20777%20000%20en%202024>

⁶ <https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/10094281/>

⁷ Traduction libre de « without core identity and mainstream »

⁸ <https://www.centuryinitiative.ca>

⁹ <https://ici.radio-canada.ca/info/long-format/2026608/cartel-mexique-immigration-passeurs-passeports-et-aussi-https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2011402/crime-organise-cartel-immigration-passage-clandestins-canada>

¹⁰ <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220420/dq220420c-fra.htm>



Le nombre de demandeurs de permis temporaires a explosé au fil des années



Le sommet du G20 a été l'occasion pour l'Inde de faire la démonstration de son influence grandissante.

INDE

Bharat, puissance équilibrante ou en quête d'équilibre ?

Maïssa Ben Fares

Stagiaire

Jamais un sommet du G20 n'avait fait l'objet d'une telle préparation. Des semaines avant le 18^e sommet du G20 à New Delhi, l'Inde s'appliquait à organiser ce qu'elle considérait comme la vitrine de sa très attendue affirmation sur la scène diplomatique mondiale. Une capitale rénovée, des quartiers entièrement refaits, décorés de drapeaux, de centaines de fontaines et de statues : l'Inde n'a pas lésiné, sur les moyens. Son prestige est en jeu et il justifie, les 40 milliards de roupies dépensés par le pouvoir central.

Les 9 et 10 septembre 2023, les yeux du monde étaient rivés sur New Delhi, alors que les 19 plus grandes puissances économiques se réunissaient. Une consécration pour l'Inde, longtemps sous-estimée sur la scène internationale.

Géant géographique, première puissance démographique mondiale et bientôt 3^e économie du monde devant le Japon, il est aujourd'hui impossible d'ignorer la République indienne. L'Inde contemporaine se veut grande puissance et entend agir comme telle. Bonne nouvelle pour certains, menace pour d'autres, la montée en puissance de la République indienne ne laisse ses voisins indifférents.

Mais que doit réellement attendre le monde de cette nouvelle Inde ? Quelle feuille de route pour sa politique étrangère ? Quel rôle entend-elle jouer sur la scène internationale ? Avec quels pays s'allie-t-elle ? quelles sont ses adversaires ?

Aujourd'hui plus que jamais, il est temps de

comprendre l'Inde et plus, particulièrement sa diplomatie.

La diplomatie indienne oscille entre moralisme et crise. L'Inde navigue entre l'Eurasie (OCS) et l'Indo-Pacifique (le Quad). Le pays jongle entre des partenariats économiques avec les puissances occidentales tout en aspirant à devenir un leadership dans le Sud global. Audacieuse, originale, opportuniste voir pragmatique, la politique étrangère indienne reflète une complexité qui fait toute sa singularité.

La diplomatie indienne, une identité singulière marquée par l'histoire

Comprendre l'originalité de la diplomatie indienne, c'est déjà comprendre ses fondements. Après plus de deux siècles sous la domination coloniale britannique, l'Inde indépendante est née avec la détermination farouche de défendre sa souveraineté et de préserver son indépendance

nationale contre les interférences des grandes puissances d'un côté, tout en plaidant la cause de la décolonisation de l'autre.

Ainsi, alors que les relations internationales évoluaient dans un contexte bipolaire de guerre froide, l'Inde se fit à la fois le chantre du non-alignement et des solidarités afro-asiatiques.

C'est de cette histoire et dans ce contexte bien particulier que le premier ministre indien de l'époque Jawaharal Nehru va utiliser pour la première fois le terme de non-alignement lors de la conférence de Colombo en 1954.

Cette conférence avait pour objectif premier de trouver des solutions aux tensions info-pakistanaïses liées au Cachemire. Toutefois ces réunions ont également été l'occasion de créer une solidarité entre les différents États d'Asie du Sud-Est face au colonialisme et à la « pactomanie » américaine.

Durant cette conférence, Nehru va rappeler les cinq piliers initialement utilisés pour les relations sino-indiennes. Panchsheel – soit les « cinq principes » sont :

Respect mutuel envers l'intégrité du territoire et la souveraineté de chacun, non-agression mutuelle, non-interférence mutuelle, égalité et bénéfice mutuels, coexistence pacifique. Ces mêmes principes serviront plus tard de base au mouvement des non-alignés.

Traumatisée et déterminée à préserver son émancipation, avec la doctrine du non-alignement comme porte drapeau, la république indienne, encore très jeune, mettait un point d'honneur à rester à l'écart des politiques et des groupes de puissances alignées les uns contre les autres.

L'Inde accusait par ailleurs ces mêmes puissances d'être la cause des guerres mondiales et des catastrophes humanitaires de l'époque.

Non alignée, l'Inde n'était, toutefois, pas pour autant, absente de la scène diplomatique internationale. Pour avoir été un des premiers pays à se libérer de la tutelle coloniale, l'Inde s'estima investi d'une responsabilité particulière pour faire comprendre aux puissances européennes et colonisatrices l'inéluctabilité de la décolonisation.

La conférence pan-asiatique sur l'Indonésie en janvier 1949, qui se tint elle aussi à Delhi, engagea la bataille diplomatique. A cette occasion, Nehru prononça un discours historique où il défie le colonialisme occidental : « La liberté d'une nation sœur a été menacée et un colonialisme moribond nostalgique du passé a encore relevé la tête et défié toutes les forces qui combattent pour bâtir une nouvelle structure mondiale (...). C'est un défi à une nouvelle Asie émergeant après avoir tant souffert des diverses formes de colonialisme ».

Audacieuse idéaliste pour un Etat à l'époque faible économiquement et militairement, la politique internationale indienne reposait sur la conviction que l'Inde avait un rôle directeur à jouer en Asie. Déjà à cette époque il est intéressant de constater l'émergence d'une diplomatie ambitieuse mais aussi initiatrice.

L'Inde pragmatique : le tournant de 1961

Universaliste, idéaliste voir moraliste la première ère de la diplomatie indienne a su se démarquer à l'heure d'un monde post-guerre mondiale et en plein guerre de décolonisation. Un succès qui ne va malheureusement pas durer.

En 1962, la guerre avec la Chine vient donner le premier glas de la politique étrangère nehruvienne. Une défaite rapide pour l'Inde mais surtout une défaite humiliante qui viens rappeler au pays sud asiatique que les relations internationales sont aussi et surtout gouvernées par des rapports de force. Les années suivantes, les choses ne s'améliorent pas pour l'Inde, qui va s'enliser dans une guerre avec le Pakistan devenu puissance nucléaire.

Mais ce qui va vraiment mettre le coup final à la diplomatie indienne de 1950 c'est la dislocation de l'URSS en 1991. La fin de la polarisation de la guerre froide. L'Inde perd un partenaire majeur, son principal fournisseur d'armement et son inspirateur pendant plus de quatre décennies de l'organisation de son économie. Une économie qui se solde, en cette même année 1990-1991, par une crise financière très grave.

L'Inde traverse une crise sans précédent, le monde qui l'entoure change et si elle ne s'adapte pas, elle va perdre tout le leadership international qu'elle avait gagné.



Narendra Modi a des grands projets pour l'Inde et y va y mettre les moyens.

L'heure n'est plus à l'universalisme, l'Inde ne croit plus au monde unipolaire qu'elle a tant plaidée, elle milite désormais pour un monde multipolaire et se met à la recherche de la puissance sur tous les plans : un train de réformes économiques engage une libéralisation interne et externe, qui conduit à une vive accélération de la croissance ; une diplomatie régionale de bon voisinage s'élargissant à un arc allant d'Afghanistan à l'Indonésie ; des initiatives auprès des pays développés, investisseurs et apporteurs potentiels de technologies civiles et de défense et enfin des essais nucléaires.

L'Inde a eu peur, alors elle a réagi et adapter sa stratégie diplomatique. La perception de la menace guide généralement le comportement des acteurs sur la scène internationale. Il est intéressant dans le cas de l'Inde d'observer son tournant en 1961, qui va progressivement transformer son discours.

En effet, la dénonciation d'un monde inégal où les grandes puissances sont des ennemis prédomine à Etat qui défend un discours qui combine la même dénonciation, toujours formulée, à une stratégie moins tranchée plus pragmatique de rapprochement avec les États-Unis, jugée favorable à l'affirmation des intérêts et des ambitions de l'Inde, face au Pakistan et à la Chine.

Modi ou l'âge d'or de la diplomatie indienne

A partir des années 2000, l'Inde poursuit son déploiement diplomatique et réussit progressivement à se placer à l'intersection des grands enjeux internationaux. Avec cette nouvelle Inde, le nouveau premier ministre Narendra Modi veut en consolider l'influence.

Inspiré par le parti du congrès indien au pouvoir d'une manière presque continue depuis 1990, Narendra Modi va investir une diplomatie indienne dynamique et où chaque initiative est réfléchie.

Ce dynamisme et cette minutie, Narendra Modi va l'affirmer dès ses premiers temps en poste de premier ministre. Les premiers mois de son investiture, il a invité tous les dirigeants des pays voisins de l'Inde en Asie du Sud à assister à sa prestation de serment, et s'est lancé sans attendre dans une série de visites à l'étranger. En sept mois, il va alors se rendre dans neuf pays

différents et assister à quatre grands sommets, dont une réunion du BRICS avec les dirigeants du Brésil, de la Russie, de la Chine et de l'Afrique du Sud au Brésil, un sommet de l'Asie de l'Est au Myanmar, un G20 en Australie et une conférence de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale au Népal.

Narendra Modi a des grands projets pour l'Inde et y va y mettre les moyens. Plus question de parler de non-alignement ou même d'autonomie stratégique, si elle veut atteindre le rang des grandes puissances mondiales, l'Inde doit composer avec eux, s'intégrer et nouer des liens.

C'est la naissance de ce que le ministre des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar théoriserait sous le nom de Indian Way ou le multi-alignement à l'indienne. Cette notion explique que la politique étrangère de Modi avance l'idée que l'Inde doit pouvoir tirer tous les bénéfices des contradictions du système international en promouvant ses intérêts avec ses différents partenaires.

Concrètement comment cela se traduit ?

Sur le plan économique Modi déploie une diplomatie économique active et globale où il convoite tant les investissements du Japon, de la Corée du Sud, des États-Unis, des grands pays européens, l'Australie, la Russie, la Chine, le Brésil, les pays du Golfe, et encore Israël en juillet 2016

Sur le plan stratégique Modi n'est pas non plus hésitant, et ici aussi le mot d'ordre est plus la stratégie que la cohérence. Modi tient avant tout à consolider ses relations avec son arc régional à travers son implication dans l'act east notamment ou encore dans les pays de l'ASEAN. Au Moyen-Orient, l'Inde pratique une politique prudente mais mise notamment beaucoup sur le soft power, plus récemment au G20 l'Inde est présente comme part influente du projet de corridor des ferroviaire et maritime entre l'Inde et l'Europe.

Partenaire historique et militaire de la Russie, l'Inde consolide en parallèle une relation privilégiée avec les États-Unis. Dans sa rivalité intensifiée avec la Chine, les États-Unis ont besoin de l'Inde plus que tout autre pays dans la zone Asie-Pacifique. Déjà, parce que l'Inde est le pays le plus prometteur en termes de croissance. Mais aussi et surtout parce que l'Inde c'est « l'ennemie de son ennemi ».

Pragmatique et peu polarisée la diplomatie contemporaine indienne semble en définitif s'accorder avec l'état actuel des relations internationales, où les alliances sont de plus en plus liquides à une époque où les enjeux économiques et stratégiques suivent une logique quasi imprévisible.

Un funambulisme diplomatique qui fait donc sens et, qui s'appuie sur la première population mondiale et sur une croissance économique soutenue, semble fonctionner. La question qui reste à poser pour l'Inde c'est pour combien de temps ?

Elle qui avait tant rejeté la bipolarité du monde en 1950, semble en 2023 se retrouverait au centre d'une rivalité entre les États Unis et la Chine. Une rivalité, qui en plus n'est plus seulement idéologique et militaire comme au temps de la guerre froide, mais aussi géostratégique, technologique, économique et culturelle. Le scénario que devrait craindre l'Inde c'est finalement l'accentuation de cette rivalité et sa multi dimensionnalité qui placerait l'Inde dans une situation complexe. A long terme l'obligera pas seulement à choisir entre la Chine et les États-Unis mais à se positionner comme oui ou non faisant partie du monde occidental.

La face cachée de la Guerre informationnelle

Par Alain Jourdan (Article publié dans la Revue militaire suisse)

Secrétaire général de l'Observatoire Géostratégique de Genève



La guerre informationnelle ne se résume pas aux fake-news. Ce sont aussi des manipulations de l'information et des opérations de déstabilisation, sur fond de crise de la presse, qui égarent les citoyens et entament la capacité d'analyse des Etats. Un train peut en cacher un autre. En matière de guerre informationnelle, c'est la même chose. Nous nous focalisons sur les fake-news, les usines à trolls et les théories complotistes poussées en coulisse pour créer de la suspicion et de la division entre Etats ou au sein d'une Nation. On a oublié que la guerre informationnelle¹ a été théorisée par des stratèges et qu'elle peut prendre différentes formes. Son objectif final reste toujours le même : affaiblir son adversaire ou son ennemi. La nature des rivalités peut varier. Elles peuvent être économiques, territoriales, religieuses ou même civilisationnelles.

C'est devenu un poncif que de citer Sun Tsu l'auteur de l'Art de la guerre mais il est, aujourd'hui encore, celui qui a le mieux résumé ce qui fait office de règle du jeu. « Le but de la guerre est de contraindre son ennemi grâce à la ruse, l'espionnage et une grande mobilité, sans pour autant combattre », a-t-il écrit. Ce qu'on appelle la guerre informationnelle relève de la ruse. En prendre conscience, c'est admettre qu'elle ne peut pas se résumer à une guerre de tranchée où s'opposeraient ceux qui relaient de fausses informations à ceux qui diffusent de vraies informations. Ce serait oublier cet autre levier de la manipulation qu'est le biais cognitif dans lequel chacun de nous est contraint par sa culture, son éducation et ses convictions. La guerre informationnelle s'y dissimule derrière les causes les plus nobles et les plus louables sur la base de vraies informations. Il s'agit dans ce cas-là de peser sur les opinions publiques et les gouvernements à travers les médias pour obtenir un gain politique, économique ou stratégique en usant des techniques de communication les plus efficaces. Aujourd'hui, on oppose des narratifs et non plus des faits. « Ce n'est plus celui qui a la plus grosse bombe qui l'emportera dans les conflits de demain, mais celui qui racontera la meilleure histoire » expliquent John Arquilla et David Rundfeldt, spécialistes de la guerre en réseau à la Rand Corporation².

Une digue a lâché

En 2016, on s'est étonné de l'élection de Donald Trump vu le nombre de fausses informations utilisées durant sa campagne. On pensait la démocratie américaine plus solide. Sait-on que son arrivée tonitruante dans le paysage médiatique et que son audience à travers les réseaux sociaux a été précédée par une crise de la presse sans précédent avec la disparition d'environ 20%³ des titres de la presse régionale et une réduction d'environ 50%⁴ des effectifs des rédactions dans les médias américains. Aux Etats-Unis, une digue a lâché. En Suisse aussi les groupes de presse ne cessent de tailler dans leurs effectifs tout en affirmant continuer à produire une information de qualité. Seule la logique économique prévaut. En réalité, la profession est sinistrée. « Le modèle économique des médias n'est plus viable, le droit à l'information est menacé », a alerté l'UNESCO⁵. Depuis 25 ans, le salaire moyen des journalistes n'a cessé de baisser quel que soit le pays.



Servies par les progrès de l'intelligence artificielle la guerre informationnelle accélère le formatage ou reformatage des esprits sur un mode binaire.

Faute de rémunération adéquat, beaucoup de journalistes quittent la profession au bout d'une dizaine d'années. Du jamais vu. Cette hémorragie cache un phénomène encore beaucoup plus grave, la paupérisation d'une sous-catégorie de journalistes : les pigistes⁶. Leur très faible niveau de rémunération fait d'eux des proies prisées des influenceurs.

Ce qu'on a mésestimé ces dernières années, c'est l'ampleur de la brèche qui s'est ouverte dans la citadelle de l'information. Sous pression, les rédactions n'ont plus la main sur le choix des sujets comme par le passé. Elles subissent le diktat des réseaux sociaux et reprennent de manière massive les informations des ONG et des consortiums de journalistes d'investigation qui sont devenus les véritables maîtres des horloges. Instrumentaliser la presse est devenu beaucoup plus facile que par le passé.

On ne peut pas prendre la mesure de ce qui se joue si on ne réalise pas combien les difficultés de la presse ont ouvert la voie aux narratifs taillés sur mesure pour façonner les opinions publiques. Elles qui constituent une ligne de front fragile dans un monde où chacun pousse des coudes pour se trouver une nouvelles place.

Des agences un peu particulières ont su tirer profit de ce chaos informationnel. Les activités de certaines d'entre elles ont été mises à jour mais ce n'est que la pointe de l'iceberg. Elles n'ont cessé de prendre du poids depuis une vingtaine d'années. Elles peuvent monter des opérations de déstabilisation particulièrement sophistiquées. Depuis plusieurs années un certain nombre de voyants s'étaient mis à clignoter. La crise ukrainienne aura eu le mérite de provoquer une prise de conscience mondiale. Un certain nombre de gouvernements ont découvert que d'anciens hauts cadres de leur propres services de renseignements reconvertis dans le privé travaillaient pour des oligarques russes ou des Etats et des sociétés étrangères hostiles à leurs intérêts. Le réveil a été brutal et douloureux car cela veut dire que des entreprises et des personnes privées ont eu accès à des savoir-faire jusque-là dévolus aux services spéciaux seulement.

Le rôle des ONG

Pour faire un état des lieux complet, on ne peut pas, non plus, ignorer le rôle majeur joué aujourd'hui par les ONG (organisations non gouvernementales) et les consortiums de journalistes d'investigation. Les deux jouent un rôle très important dans la

diffusion de l'information et la fabrication des narratifs. Pourtant, leur engagement est loin d'être neutre.

Dans leur ouvrage *La guerre cognitive l'arme de la connaissance*⁷, Christian Harbulot et Didier Lucas évoquent le rôle des ONG. Certaines peuvent être financées par des acteurs ayant des intérêts politiques, économiques ou géopolitiques particuliers. Cela peut potentiellement influencer leur agenda et leurs actions pour servir les intérêts de leurs donateurs. Evidemment, toutes les ONG ne sont pas des outils de manipulation. Beaucoup travaillent de manière transparente et éthique pour promouvoir des causes légitimes et œuvrer en faveur du bien commun. Cependant, comme dans tout domaine, il existe des exemples d'ONG qui peuvent être instrumentalisées ou utilisées à des fins de manipulation.

En France, dans une audition du Sénat relative au Projet de loi de finances pour 2021 concernant l'environnement et prospective de la politique de défense, le général Eric Bucquet, Directeur du Renseignement et de la Sécurité de la Défense (DRSD), a estimé que certaines ONG « agissaient contre les opérations extérieures françaises, en particulier dans le domaine de l'armement »⁸.

Les interactions entre entités publiques et privées, intéressées et désintéressées, puissantes et malléables, militaires et civiles, voire religieuses et laïques, etc. dessinent une réalité complexe du monde des ONG. Sans rien ôter à leurs mérites considérables partout dans Le Monde, on détecte des courants de fond qui peuvent néanmoins avoir raison de leur nature autonome, altruiste et bienveillante. Les ONG américaines constituent l'archétype de ce mélange des genres. Washington a depuis longtemps mesuré la capacité des ONG à influencer, à organiser mais aussi à financer des programmes internationaux⁹.

Qui transmet les informations ?

Souvent adossés aux ONG, un nouvel acteur est apparu ces dernières années : les consortiums de journalistes d'investigation. Depuis plusieurs années, toutes les grandes affaires suivent toujours le même modus operandi : une fuite gigantesque de données atterrie dans les mains de l'un de ces consortiums et est traitée en un temps record (l'affaire Pegasus, Wikileaks Offshore leak, Luxleaks, SwissLeaks, Pandora Papers, les Panama Papers, Congo Hold Up...). Elles font ensuite l'objet de publications simultanées dans tous les grands organes de presse, aux quatre coins du globe, assorties de superlatifs : « la plus grande fuite de l'histoire bancaire », « la plus grosse fuite de documents financiers jamais traités », assurant ainsi une médiatisation massive et planétaire. Mais qui transmet ces informations confidentielles et quel est l'objectif poursuivi ? Pour ne pas répondre à la première question, le secret des sources peut être invoqué, mais qu'en est-il de la seconde ? Tous ceux qui ont, un jour, entrepris une investigation, connaissent la difficulté d'obtenir de si précieux renseignements. Déterrer des informations bancaires permettant de prouver une fraude, un conflit d'intérêt ou encore de démasquer un réseau de corruption relève d'une mission impossible ou d'une incroyable chance. Cela arrive rarement dans la vie d'un journaliste qui peut parfois passer des années à travailler sur la même affaire. Combien de fois, les pôles financiers ont dû clore des dossiers par manque de preuves malgré tous les moyens des Etats : police, justice, mis à leur disposition ? Enquêter, notamment dans la finance, où l'omerta est loi, est une aventure difficile, chaotique, et surtout de très longue haleine. Or, dans presque toutes les affaires précitées, il pleut des trombes de gigas, il tombe des disques durs de comptes



Le champ informationnel est devenu un véritable champ de bataille

numérotés sur la tête de journalistes sélectionnés, qui n'avaient pourtant rien demandé... Mais qui les choisit ?

« La manipulation est une arme de déstabilisation massive »¹⁰, rappellent Philippe Vasset et Pierre Gastineau dans « Armes de déstabilisation massive », un livre enquête sur le business des leaks. Les deux auteurs y dénoncent le dévoilement des fuites massives de données : « Au départ, les lanceurs d'alerte étaient dans une logique vertueuse de vouloir dénoncer des malversations. Cette technique a été utilisée de plus en plus par des Etats puis par de grands groupes qui se combattaient entre eux pour régler leurs comptes », expliquent-ils. Et de poursuivre : « Forts de leur héritage des techniques subversives, de nombreux mouvements associatifs optimisent également les ressources offertes par la puissance des nouvelles technologies de communication. Qu'il s'agisse de défendre un mode de vie ou de sauvegarder l'environnement, les manœuvres de dissuasion par l'information acquièrent une dimension nouvelle ».

Mélange des genres

Tous ces consortiums prônent « la justice » « la vérité » « l'éthique » « la liberté », « la transparence ». Autant de mots qui sonnent creux lorsque les organes de presse choisissent pour publier les données, comme les journalistes nommés au sein d'une rédaction le sont d'une manière opaque et arbitraire ; lorsque leurs confrères n'ont aucun moyen de vérifier les milliers de documents qu'ils reçoivent et n'en connaissent pas la provenance. En réalité, ce modèle est construit sur un mélange des genres générant opacité et confusion. Lorsque tous les grands journaux sortent les affaires, c'est Le Monde, The Guardian, le New-York Times et Mediapart qui font la Une, laissant ainsi croire que ce sont leurs propres informations, alors qu'ils ne sont que des agents traitants. Evidemment, les consortiums sont cités, mais le grand public n'y prête pas attention et ne fait pas de recherches fastidieuses pour savoir qui finance quoi. Il est d'autant plus difficile de s'interroger que tous se drapent dans les valeurs et les bons sentiments. Pour résumer de manière lapidaire et modérée, ils sont tous : pour les victimes et contre les bourreaux, pour la démocratie, contre la dictature, pour la liberté contre l'asservissement et pour un monde plus juste. Qui peut être contre ? Les succès qu'on attribue à ces consortiums sont trompeurs. Ce sont des caches misère. Les éditeurs les mettent en avant pour montrer que leurs journaux n'ont rien perdu de

leurs capacités à faire du journalisme de qualité malgré les coupes dans les rédactions. La réalité est moins glorieuse. Car ces enquêtes à diffusion planétaire instantanée, peuvent servir de cache sexe à des opérations d'influence à grande échelle quand ce ne sont pas les faux nez de services de renseignement.

Quelles leçons tirer de ce tableau, il est vrai, un peu sombre ? La chaîne de commandement sait combien il est important de disposer d'informations fiables. L'analyste qui a en charge le « décortilage » de toutes les données diffusées, se doit plus que jamais de porter un regard lucide et éclairé sur ce qui constitue aujourd'hui un tsunami informationnel. Faire le tri et remettre en perspective chaque info en évitant les pièges du biais cognitif qui réduit le champ de vision.

¹ La guerre informationnelle, également connue sous le nom de guerre de l'information, est un concept qui définit l'utilisation stratégique de l'information et de la désinformation pour influencer les opinions, les perceptions et les comportements des individus, des groupes ou des nations dans le but d'atteindre des objectifs politiques, économiques, militaires ou idéologiques. Elle se caractérise par l'utilisation de divers moyens de communication, notamment les médias traditionnels, les médias sociaux, l'Internet et d'autres plateformes de diffusion d'information. Les objectifs peuvent inclure la déstabilisation politique, la perturbation des relations internationales, la manipulation de l'opinion publique, la subversion des gouvernements ou des institutions, ou encore la promotion d'idéologies spécifiques. La guerre informationnelle est devenue un enjeu majeur dans le contexte de la mondialisation et de l'omniprésence des médias numériques, car elle peut avoir un impact significatif sur les processus démocratiques, la sécurité nationale et la stabilité internationale. Les gouvernements, les acteurs non étatiques, les groupes terroristes et d'autres entités utilisent souvent des tactiques de guerre informationnelle pour poursuivre leurs objectifs géopolitiques.

² Dans le Monde, le 6 juin 1999.

³ Dans une étude menée par des chercheurs de l'université de Caroline du Nord, aux Etats-Unis.

⁴ <https://www.lesechos.fr/tech-medias/medias/la-presse-locale-americaine-confrontee-a-une-chute-sans-fin-1150849>

⁵ <https://news.etui.org/fr/story/2022/03/1116082>

⁶ https://www.etui.org/sites/default/files/Hesamag_15_FR_WEB_0.pdf

⁷ Editions Lavazelle, 2002

⁸ <https://www.opex360.com/2021/05/13/le-contre-espionnage-militaire-francais-sinterroge-sur-linstrumentalisation-de-certaines-ong/>

⁹ <https://www.bilan.ch/economie/des-ong-sous-influence>

¹⁰ Fayard 2017

FAITS ET CHIFFRES

L'écart de performance se creuse dans l'indice mondial de corruption (GCI) 2023

Global Risk Profile (GRP) publie l'édition 2023 du Global Risk Profile (GRP) Indice de corruption (GCI), qui fournit une évaluation complète de l'état de la corruption et des autres crimes en col blanc dans le monde.

Après s'être classée première en 2019 et 2021, la Finlande reprend la tête en 2023. Première l'année dernière, la Norvège arrive en deuxième position cette année, suivie de la Nouvelle-Zélande en troisième position. L'Europe affirme sa domination dans le top 10, avec la Suède (4e), le Danemark (5e) et l'Estonie (6e). Alors que les scores de risques régionaux ont connu des changements minimes entre 2022 et 2023, l'Europe se distingue par le score de risque le plus faible (29,7), suivi de l'Océanie et de l'Amérique du Nord (40,1 et 43,8 respectivement). L'Amérique du Sud (46,1) se situe près de la moyenne mondiale (45,9), tandis que l'Asie est à la traîne (50,1) et l'Afrique reste la région avec le score de risque moyen le plus élevé (57,9). Bien que la moyenne mondiale soit restée inchangée au cours de cette période, l'Europe, l'Océanie, l'Afrique du Sud et l'Afrique du Sud. L'Amérique et l'Asie ont connu une légère baisse des scores de risque moyens, tandis que l'Afrique a connu une légère baisse.

Ces tendances soulignent la disparité croissante des risques de corruption et de criminalité en col blanc entre les pays et les États membres. Ce contraste est encore accentué entre les pays à faible risque et ceux qui sont plus vulnérables lorsque l'on compare les classements des 20 premiers et des 20 derniers. Les pays à très faible risque (top 20) ont vu leur score de risque moyen passer de 14,3 à 13,7, principalement dans les pays européens. D'autre part, les pays à haut risque (20 derniers) ont maintenu un score de risque moyen de 75,4. La plupart sont en Asie ou en Afrique. En plus d'évaluer la corruption, l'Indice mondial de la corruption dévoile des informations sur d'autres crimes en col blanc et expose les vulnérabilités spécifiques de chaque pays. Notamment, le Luxembourg et Le Liechtenstein, tout en obtenant de bons résultats dans le sous-indice de la corruption, se classent respectivement 8e et 18e, affichent un score de risque moyen dans le sous-indice des crimes en col blanc, se classant respectivement au 60e rang et au 94e sur 196 pays. De même, les Émirats arabes unis obtiennent un taux de corruption relativement bon (44 e), mais obtiennent un score de risque élevé dans les crimes en col blanc, se classant 144e.

À l'échelle mondiale, les États-Unis ont fait des progrès significatifs, passant de la 31e place en 2022 à la 24e place en 2023, reprenant son classement de 2018. Cette amélioration peut être attribuée à : un meilleur score de risque dans le sous-indice de la corruption, ce qui les place au 25e rang.

Conférence des Nations Unies contre la corruption

La 10e session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) – CoSP10 – se tiendra à Atlanta, aux États-Unis, du 11 au 15 décembre 2023. La conférence est le principal organe décisionnel de la Convention et le plus grand rassemblement international consacré à la lutte contre la corruption. Un large éventail de sujets seront abordés lors de la réunion, notamment la prévention et la lutte contre les effets de la corruption sur l'environnement et le changement climatique, les droits de l'homme, le secteur privé et la voie à suivre alors que le monde atteint la moitié de la réalisation des objectifs de développement durable. d'ici 2030.

La Convention des Nations Unies contre la corruption, qui est le seul instrument anti-corruption universel juridiquement contraignant, célèbre son 20e anniversaire en 2023. Tous les deux ans, les États parties à la Convention se réunissent, avec des représentants d'organisations internationales et non gouvernementales, pour examiner la mise en œuvre de la Convention et discuter des moyens d'améliorer la coopération entre les États pour atteindre les objectifs de la Convention

<https://unis.unvienna.org/unis/en/events/2023/cosp10.html>

www.unodc.org/CoSP10



L'indice GCI offre une vision d'ensemble de l'évolution de la corruption dans le monde.

La performance de la Chine s'est également améliorée, passant de la 117e à la 113e place, son meilleur classement à ce jour dans le GCI. Les progrès de la Chine sont principalement dus à un classement décent dans le sous-indice de la criminalité en col blanc (91e), malgré un classement inférieur dans le sous-indice de la corruption (126e). À l'inverse, la Russie a chuté de deux rangs, passant de la 125e à la 127e. La Russie a l'un des scores de risque de corruption les plus élevés, se classant au 144e rang du sous-indice de la corruption. Les pays les plus performants par région sont le Canada (Amérique du Nord), l'Uruguay (Amérique du Sud), la Finlande (Europe), Cap-Vert (Afrique), Singapour (Asie) et Nouvelle-Zélande (Océanie). Les pays présentant les risques les plus élevés dans le GCI sont le Yémen, le Soudan du Sud, La République du Congo. La Corée du Nord et la Syrie arrivent en dernière position, à l'image du classement de 2022. Pour les résultats détaillés de l'ICG 2023, les données interactives et la documentation technique, visitez le site dédié

Site Web : risk-indexes.com/global-corruption-index

À propos du GCI

Depuis 2018, l'Indice mondial de la corruption (Global Corruption Index, GCI) mesure à la fois la corruption publique et privée (sur la base de sa perception et de son expérience) ainsi que d'autres crimes en col blanc, tels que l'argent blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Dotée de données actualisées, l'édition 2023 du GCI offre un score de risque, un classement et une évaluation pour pas moins de 196 pays et territoires, sur la base d'un ensemble de 42 variables.

À propos de GRP

Global Risk Profile (GRP) est une entreprise suisse de renom, spécialisée dans l'éthique et la conformité. services. Fondée en 2009, GRP a toujours donné la priorité à la diligence raisonnable au cœur de ses Opérations. Au service d'une clientèle diversifiée, nos offres vont de la vérification diligente complète d'évaluations et d'enquêtes sur des solutions logicielles de conformité de pointe, répondant à la fois aux besoins des multinationales et les petites entreprises.

Contact médias

Global Risk Profile Sàrl

Sonia THURNHERR, Responsable du département Développement

Tél : +41 (0) 22 794 39 11

Courriel : media@risk-indexes.co

Géostratégie

NOUVEAU magazine

ISRAËL/PALESTINE

Le choc des civilisations



JACQUES SAPIR
Etat des lieux
de la Russie

**LA MONNAIE
EN QUESTION**
Un Gouverneur de la Banque
de France et des économistes
sortent du silence

**CRISE IMMOBILIÈRE
CHINOISE**
Qu'en sera-t-il en
France en 2024 ?

EMMANUEL DUPUY
Quel avenir pour
Wagner en Afrique ?

CPPAP



L'ONU met en garde contre une situation explosive en Syrie

Source ONU

Une seule erreur de calcul – un obus d'artillerie égaré ou une frappe aérienne mal évaluée - pourrait mettre le feu à une douzaine de points chauds en Syrie, qu'une haute responsable de l'ONU a comparés des « barils de poudre » devant les membres du Conseil de sécurité, ce mardi 28 novembre.

Paix et sécurité

« Plus que des bonnes intentions, nous avons besoin d'une désescalade durable », a exhorté l'Envoyée spéciale adjointe du Secrétaire général pour la Syrie Najat Rochdi. Dans son exposé au Conseil de sécurité ce mardi par vidéoconférence, elle a alerté les délégations des effets en cascade que provoquait en Syrie le conflit israélo-palestinien.

M^{me} Rochdi leur a fait part de sa profonde inquiétude, citant pour preuve des frappes aériennes israéliennes ayant touché l'aéroport de Damas en fin de semaine, ainsi que plusieurs autres frappes attribuées à Israël sur Al Qunaitra, Deraa, Damas, Sweida et Homs, ainsi que des tirs d'artillerie israéliens signalés dans le sud de la Syrie.

Ces frappes aériennes ont coïncidé avec des informations signalant des tirs de roquettes et de missiles depuis le sud de la Syrie au-dessus du Golan syrien occupé en direction d'Israël.

L'Envoyée spéciale adjointe du Secrétaire général pour la Syrie Najat Rochdi lors de son exposé face au Conseil de sécurité par vidéoconférence.

ONU Photo/Eskinder Debebe L'Envoyée spéciale adjointe du Secrétaire général pour la Syrie Najat Rochdi lors de son exposé face au Conseil de sécurité par vidéoconférence.

Attaque sur Eilat, présailles israéliennes

L'armée israélienne affirme qu'une frappe de drone à Eilat, dans le sud d'Israël, a été menée par une organisation basée en Syrie, contre laquelle l'armée israélienne a mené des frappes aériennes en représailles.

L'Envoyée spéciale adjointe a aussi mentionné des attaques contre les forces américaines dans le nord-est de la Syrie, Les États-Unis ayant en retour mené deux séries de frappes contre des installations en Syrie. L'armée américaine affirme que ces installations sont utilisées par le Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran et par des groupes qui leur seraient affiliés, une allégation que l'Iran nie, a mentionné Mme Rochdi.

Face à cette situation, la haute responsable a appelé à la désescalade et à une approche « coopérative » pour lutter contre les groupes terroristes inscrits sur la Liste du Conseil de sécurité. Elle a appelé à se recentrer sur le « processus politique négligé », malgré « l'absence regrettable » d'un forum



Geir O. Pedersen, Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, fait un exposé devant le Conseil de sécurité.



Le quartier Qadi Askar d'Alep en Syrie a été largement détruit en raison du conflit qui a duré une décennie dans le pays.

commun permettant aux parties de s'exprimer franchement.

Edem Wosornu, d'OCHA, informant les membres du Conseil de sécurité sur la situation en Syrie.

ONU Photo/Eskinder Debebe Edem Wosornu, d'OCHA, informant les membres du Conseil de sécurité sur la situation en Syrie.

Désastre humanitaire

La situation humanitaire en Syrie reste désastreuse, a pour sa part déploré la Directrice des opérations et du plaidoyer au sein du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Edem Wosornu. La poursuite des combats et le déplacement de dizaines de milliers de personnes ont aggravé les besoins humanitaires et les souffrances des civils, alors que l'hiver approche.

Au cours du week-end dernier, des bombardements dans le sud d'Idlib ont tué neuf civils, dont une femme et six enfants, alors qu'elles récoltaient des olives. Plus de 120.000 personnes ont encore été déplacées récemment, 12.000 le sont toujours, dont environ 5.000 sont hébergées dans des centres d'accueil, le reste vivant dans des sites informels.

De plus, l'impact sur les installations civiles et les infrastructures critiques a été important, avec 40 établissements de santé, 27 écoles et plus de 20 systèmes d'approvisionnement en eau touchés par les violences. Des attaques ont également endommagé des centrales électriques. La station d'eau d'Alouk ne fonctionne plus depuis le 5 octobre, privant un million de personnes d'accès à l'eau.

Un plan de réponse humanitaire sous-financé

Dans ce contexte, la haute responsable humanitaire a affirmé que l'ONU restait déterminée à fournir une aide humanitaire aux personnes dans le besoin dans toute la Syrie, y compris dans le nord-ouest, où ses opérations transfrontalières restent une planche de salut pour plus de 4 millions de personnes.

Les équipes humanitaires sur le terrain estiment que 5,7 millions de personnes à travers la Syrie ont besoin d'aide à l'hébergement pour traverser l'hiver. Un logement inadéquat, le manque de chauffage adéquat et le manque de vêtements et d'articles ménagers comptent parmi leurs besoins les plus urgents.

« Nous faisons notre possible pour répondre aux besoins », a concédé Mme Wosornu, alertant au passage du déficit de financement inquiétant du Plan de réponse humanitaire pour la Syrie, qui, pour l'heure, n'est financé qu'à 33%.

Ukraine : l'histoire est riche d'enseignements

Par Eric Sthrol

En juillet dernier, alors que la « contre-offensive » débutait sur le front Ukrainien, la Russie a célébré les 60 ans de la bataille de Koursk à grands renforts de déclarations solennelles et d'analyses contextuelles

Ces commémorations ont été analysées rapidement par les commentateurs occidentaux comme une n-ième manifestation de la propagande patriotique et nationaliste russe sans y prêter beaucoup plus d'attention.

Un peu d'histoire

La bataille dite « de Koursk » s'est déroulée du 5 juillet au 23 août 1943 autour de la ville russe de Koursk. Après l'échec du siège de Moscou et la défaite cinglante et sanglante de Stalingrad, la Wehrmacht avait besoin de reprendre l'initiative sur le front est et décide de s'attaquer à un large saillant soviétique entourant la ville de Koursk. Les préparations sont minutieuses des deux côtés et les forces engagées sont colossales : presque 3 millions d'hommes, plus de 5'000 blindés et tanks, des dizaines de milliers de pièces d'artillerie, presque 5'000 avions et une activité foisonnante de renseignements qui ont pour effet de limiter presque totalement l'effet de surprise voulu par les allemands. De leur côté, cette opération nommée « Citadelle » est préparée comme un assaut frontal puisque les allemands savent qu'ils n'ont plus l'effet de surprise. Du côté soviétique, la position de défense a pour but de contenir les assauts allemands et d'épuiser la Wehrmacht. Le lecteur attentif aura déjà compris.

Les soviétiques préparent en effet leurs défenses sur plusieurs lignes, minant copieusement les terrains et creusant des kilomètres de tranchées, tunnels qui relient des points d'observation et de tir bien positionnés.

La première vague d'attaque au nord du saillant s'enlise rapidement dans les champs de mines et la résistance étagée par lignes fortifiées des soviétiques. Au sud, les troupes allemandes progressent plus vite mais leur avance est ralentie de jour en jour pour, au bout de trois jours, ne plus avancer du tout. Ces batailles, entre offensives et défensives, attaques et contre-attaques, épuisent plus les allemands que les soviétiques, même si les pertes sont colossales de part et d'autre, principalement du côté soviétique. La bataille culmine en intensité les 12 et 13 juillet près de la ville de Prokhorovka qui voit se dérouler la plus grande bataille de chars de toute la seconde guerre mondiale avec l'affrontement de près de 1500 chars. En fait, la plus intense et fournie bataille de chars de toute l'histoire humaine.

A partir de là, la Wehrmacht épuisée doit se retirer après que Hitler lui-même se soit déplacé sur le front de l'est et en ait confirmé l'ordre. A part de cette bataille de Koursk, les allemands ne seront plus jamais en mesure d'attaquer sur le front est, jusqu'à la prise de Berlin par les soviétiques.

Ces derniers paient un lourd tribut : presque 500'000 tués, blessés et disparus, la perte d'environ 7000 chars et véhicules blindés et de presque 3000 avions.

Retour au présent

Ce petit détour par la bataille de Koursk est intéressant car il démontre à la fois comment lire la stratégie russe en Ukraine, quels sont les signaux clairs et nets envoyés par la Russie à l'Occident et, malheureusement, la qualité misérable de l'analyse de ces signaux et de l'histoire par nos commentateurs et « stratèges » occidentaux.

N'importe quel lecteur un tant soit peu averti aura immédiatement dressé les parallèles entre le déroulé de la bataille de Koursk et la situation actuelle en Ukraine. Les russes ont dressé plusieurs lignes de défense dans la région de Zaporohie, de Liman et de Kupiansk ainsi que le long du front sud de Donetsk. Les « lignes Surovikin » sont étalées en profitant du terrain en trois étages et de manière à se couvrir par le feu les unes entre les autres. Sur le front de Kherson, le Dniepr fait office de première ligne de défense.

Naturellement la supériorité aérienne russe fait une différence sanglante et la « guerre des drones » rends impossible les attaques surprises ou camouflées. A part, comme il a été mentionné par d'autres, commencer une vraie « guerre des robots », lesquels peuvent être naturellement « hackés » ou mis hors service par les technologies de brouillages et de destructions EPR des réseaux à distance, il n'y a pas beaucoup de solutions stratégiques pour les Ukrainiens qui sont piégés dans une impasse stratégique. S'ils attaquent, ils perdent beaucoup d'hommes et de matériel. S'ils n'attaquent pas, ils sont à la merci d'une offensive russe. La seule stratégie possible serait de se fortifier de leur côté afin de « fixer » la ligne de front, mais la supériorité aérienne et en artillerie des troupes russes rendrait cette stratégie peu viable à moyen terme.



L'hiver 1943 a porté un coup d'arrêt à l'offensive orientale allemande, et Koursk met un terme définitif aux ambitions du Reich.

La tactique russe s'inspirant de la bataille de Koursk est finalement très simple et parfaitement dans la ligne des objectifs fixés par le Kremlin. Il est bien plus facile de défendre des positions fortifiées que de les attaquer. Les russes ont donc fortifié leurs positions en attendant une attaque ukrainienne tout comme ils s'étaient fortifiés en attendant une attaque de l'Allemagne nazie. Le but est d'épuiser les forces de l'adversaire, à la fois en homme, en matériel et en moral.

L'autre parallèle frappant est l'utilisation des mines. Un des éléments-clés dans la victoire soviétique dans la bataille de Koursk a été, de l'avis de tous les spécialistes, l'incroyable nombre de mines antichar et anti personnelles déployées par les soviétiques pour contrer les avances allemandes. En Ukraine aujourd'hui, nous sommes dans le même cas de figure, avec des technologies plus sophistiquées en plus. De même que les préparations d'artillerie désorganisant, avec succès, les offensives de la partie adverse. Ainsi, les forces russes fortifiées déciment les attaquants en leur infligeant des pertes considérables, se repliant ou contre-attaquant suivant les circonstances afin d'infliger le plus de dégâts possibles à l'attaquant tout en préservant leurs capacités en homme et en matériel.

Il est également frappant de lire que lors de la bataille de Koursk, les unités allemandes réussissant à prendre un bastion ou une ligne fortifiée soviétique ne trouvaient que peu de morts et encore moins de matériel, preuve que ces derniers savaient se replier en bon ordre derrière les deuxièmes ou troisièmes lignes de défense. C'est exactement ce qui se passe en Ukraine aujourd'hui.

Enfin, l'éloge appuyé à la bataille de Koursk est aussi un avertissement du Kremlin à l'Occident puisque suite à cette débâcle de la Wehrmacht, les troupes soviétiques ont pu avancer quasiment sans coup férir jusqu'au Dniepr ou les forces allemandes s'étaient retranchées dans une position défensive. Cela a ouvert également la voie à la prise de Kharkov et à la reprise en main complète du Donbass.

Une analyse de la situation sur le terrain fournie quotidiennement par des sites fournis d'informations montrent que cette même situation est en train de se dérouler en Ukraine et que la ligne de front pourrait se déplacer, en 2024, sur les bords du Dniepr voir plus loin.

Un livre ouvert

Loin des analyses alambiquées produites en Occident, la stratégie russe en Ukraine n'est ni nouvelle ni bien compliquée. Elle combine parfaitement les tactiques militaires éprouvées et adaptées aux nouvelles technologies et les objectifs annoncés de l'opération spéciales du président Vladimir Poutine. L'objectif est l'épuisement non pas seulement de l'Ukraine, mais de tous ses soutiens. Cela se fait au prix d'un carnage affolant entre peuples slaves qui restera longtemps gravé dans les mémoires que nous, occidentaux risquons de payer très cher pour au moins deux voire trois générations.

Conférence de Jeunes IHEDN sur la lutte contre le terrorisme

La délégation suisse des Jeunes IHEDN ⁽¹⁾ organise le 19 décembre un atelier sur «La lutte contre le terrorisme : comprendre, prévenir, réagir, juger» en partenariat avec l'Observatoire Géostratégique de Genève.



Nous accueillerons cinq intervenants : deux spécialistes des processus de radicalisation, un professeur universitaire, un général de l'armée ayant une expérience dans la gouvernance internationale en matière de lutte contre le terrorisme et une avocate pénaliste. Cet événement, transfrontalier franco-Suisse, vise à informer les étudiants de Genève et de France voisine de manière la plus complète possible sur les différents sous-domaines de la lutte antiterroriste : de la radicalisation individuelle au jugement, en passant par la gestion locale d'une attaque ainsi que la coordination internationale des hautes sphères décision-

nelles. Cet événement sera suivi par une simulation de gestion de crise terroriste au cours du premier semestre 2024.

Conférence réservée aux étudiants.
Contact : Suisse@jeunes-ihedn.org

⁽¹⁾Jeunes IHEDN est une association française traitant des questions de sécurité, de défense et de diplomatie. En Suisse, nous organisons des conférences, des visites et des échanges dans des institutions et avec des personnes liées à nos thèmes de prédilection.

FRANÇAIS DE SUISSE

« Genève sans l'ONU, ce ne serait pas Genève »

Président de la Société des membres de la Légion d'honneur en Suisse, Nicolas Frizon de Lamotte a mené toute sa carrière au sein des Nations Unies.

C'est un homme discret mais particulièrement actif qui connaît tout de l'écosystème onusien pour y avoir fait carrière. Il est aussi l'une des personnalités incontournables de la communauté des Français de Genève et de Suisse. À 74 ans, Nicolas Frizon de Lamotte n'est pas un retraité comme les autres. Depuis qu'il a quitté son poste à l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) ce franco-suisse s'est trouvé d'autres engagements. D'abord en tant que conseiller relations internationales du Président de l'Université de Nice puis en coopérant avec la Fondation Prince Albert II de Monaco avant de développer des conférences en étroite coopération avec le Club Diplomatique de Genève dont il est membre depuis 1985. Depuis 2016 il préside la Société des membres de la Légion d'honneur en Suisse qui compte 220 membres.

C'est en 2014 que lui-même a été élevé au grade de chevalier et décoré par Gérard Pélisson, fondateur du Groupe Accor. Cet hyperactif se bat à la fois pour défendre ce qu'on appelle la Genève internationale mais aussi le rôle et la place de la France dans les instances multilatérales. Même si le monde a changé et le poids des anciennes puissances est contesté, Nicolas Frizon de Lamotte est convaincu du rôle que les Français et la France peuvent jouer dans le monde.

S'il vit à Genève, cet ancien haut-fonctionnaire de l'ONU conserve des attaches fortes avec ses racines : le Sud-Ouest où il a grandi, la Bretagne ou vit



son père et Paris où réside sa fille aînée. En Suisse, il a poursuivi des études et rencontré sa femme. Il y a aussi, un jour, passé le portail d'entrée des Nations Unies. « J'ai commencé au bas de l'échelle avec un petit job d'opérateur dans la salle de conférence. J'ai tout de suite aimé cette atmosphère », explique Nicolas Frizon de Lamotte pour qui « Genève sans l'ONU ce ne serait pas Genève ».

A l'époque où il entame sa carrière, le Palais des Nations accueille des conférences de premier plan. « J'avais 22 ans, c'était formidable de pouvoir être aux premières loges », poursuit-il. Porté par son enthousiasme, ce curieux de tout va mener une carrière exceptionnelle qui va le conduire au sommet de l'échelle comme Administrateur hors classe en charge de la coopération décentralisée à l'UNITAR.

Au cours de sa carrière, ses missions l'ont conduit en Russie, Estonie, Afrique du Sud, Burkina Faso, Chine, Indonésie, Pologne, Etats-Unis, Brésil... Des années au service

du multilatéralisme qui l'ont façonné et lui ont ouvert l'esprit.

Lui-même le reconnaît : « au cours de ces années j'ai découvert que nous avons beaucoup à apprendre des autres pays et parfois même de ceux qu'on considérait comme en voie de développement ». Un constat qui l'a conduit à développer avec son collègue Christophe Nuttall le réseau international des CIFAL (Centre international de formation des autorités locales) « A un moment, nous avons pris conscience des responsabilités croissantes des autorités locales dans le monde (certains maires étant parfois plus puissants que des chefs d'états) et ce dans tous les domaines, de la santé en passant par l'eau et l'assainissement, la collecte des ordures ménagères ou la sécurité. Il manquait un lieu d'échange d'expériences entre les villes et la société. Nous avons donc créé des hubs aux quatre coins du monde, où flotte désormais le drapeau des Nations-Unies, pour faciliter ces échanges d'expérience. Les programmes que Nicolas Frizon de Lamotte a largement contribué à mettre en œuvre n'étaient pas financés par l'ONU mais par des partenariats public-privé, parmi les premiers du genre à l'échelle du système multilatéral.

Comme fonctionnaire international, il n'y était pas forcément préparé mais les trois années de congés sabbatique prises entre 1989 et 1992 pour superviser la construction du Golf de Maison Blanche aux portes de Genève lui ont forgé une âme d'entrepreneur au service des autres.

AJ

Fatsah Ouguergouz, nouveau Président du FIFOG

En date du 5 octobre 2023, le Festival International du Film Oriental de Genève a tenu son assemblée générale extraordinaire. À l'issue de cette dernière, M. Fatsah OUGUERGOUZ (Juriste, consultant en droit international, arbitre international indépendant et Recteur de l'Institut africain de droit international) a été élu à l'unanimité président du FIFOG. Il succède ainsi à la présidente sortante, Romaine Jean, que l'AG a remerciée pour son apport au succès de l'édition du FIFOG 2023.

Cette AG a été aussi une occasion de renforcer le comité avec de nouveaux membres. Le nouveau comité, composé de 19 membres animés par un fort intérêt aussi bien pour le cinéma que pour la vie culturelle genevoise et les relations entre l'Orient et l'Occident. Il se distingue par une égalité de genres, une diversité professionnelle et une représentation équilibrée des communautés qui co-existassent dans le canton de Genève.

Dès sa constitution, il a tenu à relever l'importance de la place du FIFOG à Genève, alors que le monde vit à l'heure des chamboulements géostratégiques et du regain des violences sans précédent. Il a justement estimé que le festival, tout en contribuant à la promotion du cinéma de qualité en provenance de l'Orient et de l'Occident, est amené à faciliter la lecture des conflits et à participer à la réduction des incompréhensions, et par



là, à la promotion du Vivre ensemble et de la construction de la paix.

Enfin, il a réaffirmé sa volonté de continuer sur la lancée des années précédentes, à savoir renforcer l'ancrage du festival dans la ville de Genève, élargir son rayonnement international et contribuer à la pacification des relations entre l'Orient et l'Occident.

Dans ce sens, il a validé la thématique de l'année, proposée par le Directeur artistique, Tahar HOUCHI. Ainsi, la prochaine édition qui aura lieu au printemps 2024 sera dédiée à la Connaissance et la reconnaissance de l'Autre.

Lien vers menant vers la liste des membres du comité du FIFOG 2023.

Lien vers menant vers la liste des membres du comité du FIFOG 2023

<https://www.fifog.com/index.php/equipe-membres-du-comite-2024/>



genevastrategicnews.com

La Lettre de l'Observatoire Géostratégique de Genève

Rédacteur en chef: Alain Jourdan - Palais des Nations
contact@genevastrategicnews.com

Ont contribué à ce numéro : Nawaf Naman, Olivier Delagarde, Hicheme Lehmici, Iman Chaanbi, Deve Maboungou, Matthieu Landrin, José Bonyeme, Gaston Côté, Maïssa Ben Fares, Carole Grimaud - Illustrations istock, ONU, DR.

PAO : LF - Diffusion : Brevo

Soutenez la Lettre de l'Observatoire

Géostratégique de Genève
par un don à l'Observatoire
Géostratégique de Genève

IBAN CH85 0900 0000 1564 5728 8

Compte 15-645728-8

BIC POFICHBEXXX

Conseil d'Administration



Frédéric Esposito
Président



Rémi Baudouin
Vice-Président



Carole Grimaud
Vice-Présidente



Secrétariat général



Alain Jourdan
Secrétaire général
Rédacteur en chef de la Lettre
de l'Observatoire



Veretzslav Sahev
Secrétaire général adjoint en
charge des partenariats et du
développement



Iman Chaanbi
Directrice France-Maghreb-
Afrique



Nawaf Naman
Directeur des programmes
Péninsulaire arabe

Ukraine : la bataille des opinions publiques dans la guerre de l'information

Par Carole Grimaud*

Vice-présidente de l'Observatoire Géostratégique de Genève



Si l'information, devenue un terrain de confrontation amplifié et magnifié par sa diffusion digitale, a désormais atteint la conscience d'une grande partie des publics occidentaux, la bataille pour l'opinion desdits publics demeure insuffisamment étudiée. Or c'est à partir de la perception et de l'interprétation des informations que se forme l'opinion. Le rôle des opinions publiques dans l'issue de nombreux conflits n'est pas à tant il a contribué à faire basculer des situations complexes, parfois de façon inattendue.

La guerre russo-ukrainienne et sa dimension numérique placent les opinions publiques littéralement au cœur des combats, les usagers des réseaux sociaux devenant souvent les relais d'un camp ou de l'autre. Les stratégies informationnelles ukrainiennes et russes s'inscrivent dans cette adversité cognitive.

L'information, un terrain de bataille

La Russie, en isolant son espace informationnel interne, a pris en otage son opinion publique, dépossédée de ses capacités de réaction, tout en poursuivant une stratégie à destination des publics étrangers et européens dont les gouvernements commencent à comprendre les objectifs et les effets.

L'Ukraine, quant à elle, a lancé sa contre-offensive informationnelle dès 2014, avant d'y adjoindre depuis l'invasion russe, un vecteur multidirectionnel – à savoir le maintien de la mobilisation nationale et la conquête des opinions publiques des pays alliés. Aujourd'hui, 21 mois après le début du conflit, cette stratégie montre des signes d'essoufflement.

Le tableau ne serait pas complet si l'on n'ajoutait pas à ces stratégies informationnelles concurrentes l'analyse du travail collectif d'interprétation du conflit effectué par les médias français et européens. En 2018, le ministère français des Armées reconnaissait le champ informationnel comme un espace d'affrontement. Puis la menace que représente la manipulation de l'information a pris une nouvelle dimension avec la décision de l'Union européenne de bannir les deux médias russes RT France et Sputnik dès le début du conflit.

Les médias européens développèrent de nouveaux outils (en particulier par le fact checking, version moderne de la vérification des sources, inscrite dans le code de déontologie du journalisme) pour contrer les opérations d'influence mises en œuvre par des pays extérieurs.

C'est dans ce contexte particulier que ces médias, notamment français, eurent à interpréter le phénomène d'une nouvelle guerre conventionnelle, sur le sol européen, après le choc et la surprise du 24 février 2022 et face à l'inquiétude des populations.

Comment interpréter l'inconnu et le rendre familier et compréhensible ? Et quels peuvent en être les effets sur l'opinion publique ?

L'invocation de références historiques

Serge Moscovici, l'un des fondateurs de la psychologie sociale en France, définissait l'ancrage comme un phénomène de pensée par lequel l'interprétation de phénomènes nouveaux s'opère en enracinant ces phénomènes dans des modes de pensée existants.

En effet, pour rendre un événement compréhensible, à partir d'une mise en commun des informations, des représentations partagées vont se former et ainsi rendre familier ce qui est inconnu (Yzerbyt et Klein, Psychologie sociale, 2019). Ainsi, les médias français vont, dès le début du conflit, mobiliser les éléments consensuels au sein de la communauté française au sens large et, en premier lieu, les représentations sociales de l'Histoire.

Ce sont les références aux deux guerres mondiales, qui restent des repères majeurs pour



Chaque camp défend son propre narratif et occupe l'espace informationnel



les Français comme pour les autres Européens, qui vont servir de toile de fond à l'interprétation de la guerre d'Ukraine. Ces représentations partagées, destinées à rendre familier l'inconnu, ont également pour résultat de renforcer l'essence identitaire du groupe européen face aux représentations et aux narratifs de la Russie.

Depuis le 24 février 2022, la presse française s'est fait l'écho du rappel d'une mémoire collective « européenne » plus que nationale, en lien avec les deux guerres mondiales : l'attitude d'Emmanuel Macron, jugée conciliante envers Poutine lui a valu d'être taxé de « nouveau Chamberlain », les appels à abandonner l'Ukraine aux appétits russes ont été assimilés à un « syndrome de Munich », les soldats ukrainiens comparés aux « Poilus » dans leurs tranchées et aux « gueules cassées » quand leurs blessures les ont défigurés, les pays soutenant Kiev ont été surnommés « les Alliés », les forces russes appelées « Armée rouge », certaines batailles ou bombardements ont donné lieu à l'invocation de Stalingrad ou de Dresde, etc.

La mémoire collective européenne, nourrie de mythes et de symboles, est ainsi mobilisée à travers l'ensemble des représentations partagées du passé se basant sur une identité commune aux membres d'un groupe, selon la définition donnée par le précurseur de la psychologie sociale en France, Maurice Halbwachs. La mémoire collective, en façonnant cette représentation partagée du passé du groupe, en préserve aussi l'image positive.

Les événements moins flatteurs et potentiellement plus menaçants pour l'identité du groupe sont donc écartés ou mis en retrait. Ainsi, certains aspects controversés de l'histoire de l'Ukraine – comme la conduite durant la Seconde Guerre mondiale de Stepan Bandera, personnage célébré par certains pans de la classe politique ukrainienne – n'ont pas fait l'objet d'une large couverture médiatique côté français ; en revanche, ils ont été largement mis en avant côté russe pour justifier les actions actuelles de Moscou.

L'imaginaire social, vecteur de la mémoire collective, puise dans les images les éléments contribuant à une construction de la réalité. Les émotions liées aux images y jouent un rôle prépondérant car ce sont elles qui vont réveiller la mémoire collective (les références à l'histoire, à d'autres images de la Première et de la

Seconde Guerre mondiale dans les méthodes de combat, l'exode des réfugiés, les destructions...) et enraciner les nouvelles représentations de l'Ukraine, comme faisant partie intégrante de notre passé mais aussi de notre futur européen. Les médias contribuent à la construction d'une réalité dont découle la formation d'un consensus, particulièrement en situation d'incertitude.

L'intériorisation des influences inconscientes

Au-delà du rôle sociologique tenu par les médias, les influences inconscientes sur les opinions ne peuvent être écartées de l'analyse. Les influences inconscientes (influence psychologique conduisant à un jugement ou à un comportement à l'insu des personnes qui en ont été la cible selon Jean-Léon Beauvois) peuvent découler du façonnage d'un univers idéologique (opinion dominante) dans lequel certains thèmes de discussion sont jugés plus ou moins légitimes, tandis que des comportements ou des opinions



Parler de paix dans un contexte de guerre informationnelle est difficile

sont valorisés ou stigmatisés, comme le souligne Grégory Derville (2017).

Le processus sociocognitif du modelage des idées et des jugements peut agir sur les représentations, valeurs et systèmes de croyance, en présentant des modèles et des anti-modèles, comme les associations verbales très souvent utilisées au début du conflit, les Ukrainiens étant par exemple perçus comme « héroïques », « courageux », et « travailleurs ». Une fois qu'ils ont acquis le statut de structures cognitives ou de noyaux informationnels stables et actifs, les stéréotypes dirigent le traitement de l'information et les jugements, sans que les personnes ne s'en rendent compte.

Parallèlement, ces processus cognitifs sont également sollicités pour fixer des stéréotypes opposés, mobilisés à travers le narratif des médias russes puis repris par certains médias « alternatifs » occidentaux : les Ukrainiens « nazis », l'instrumentalisation occidentale de l'Ukraine destinée à détruire la Russie et ses valeurs traditionnelles, etc. Ces noyaux informationnels sont d'autant plus aisément fixés chez les personnes dont le sentiment de défiance envers les médias traditionnels, renforcé durant la crise du Covid, prédomine. Le questionnement des médias, en situation d'incertitude, pourrait être l'instant T du point de rupture et du basculement vers une attitude « anti-consensus » et « anti-système » qui favoriserait l'acceptation du narratif contraire.

Il est intéressant de noter que le traitement de l'information par les médias au sujet du conflit Israël-Hamas n'a pas formé un consensus partagé, tel que nous avons pu le voir avec la guerre en Ukraine : les mémoires collectives plurielles, les représentations concurrentes, représentent autant de difficultés à la formation d'un consensus et au renforcement d'une identité collective.

(*) Chercheuse Sciences de l'Information IMSIC, Aix-Marseille Université (AMU) Carole Grimaud est vice-présidente de l'Observatoire Géostratégique de Genève Membre de l'IHEDN Rattachée au programme doctoral Sécurité et Défense intérieure de l'AMU (Aix-Marseille Université)

Table-Ronde : « Construire des havres de paix à travers l'émancipation, le dialogue et l'inclusion »

Parler de paix et de tolérance à un moment où le monde est confronté à une flambée mortifère de haine et de violence, c'est le défi relevé par l'Observatoire Géostratégique de Genève et l'Alliance Suisse-Maroc le 9 novembre dernier à Genève.

Y a-t-il une alternative aux guerres et à ceux qui s'emploient à opposer les peuples et les cultures ? Cette table ronde intitulée « Construire des havres de paix à travers l'émancipation, le dialogue et l'inclusion », a de l'avis de tous les participants apportée une petite éclaircie dans un ciel bien assombri.

Dans son propos introductif, le secrétaire général de l'Observatoire Géostratégique de Genève a lancé un appel aux « femmes et aux hommes de bonne volonté » pour qu'ils fassent entendre leurs voix. La rencontre qui a rassemblée plus de 100 personnes s'est tenue dans la salle historique Visser 't Hooft ⁽¹⁾ du Conseil Œcuménique des Églises, où Mandela, des papes et des leaders du monde musulman ont porté des messages de paix, de réconciliation et de pardon.

C'est dans ce haut lieu de la diplomatie interreligieuse que les participants ont rappelé les principes du vivre ensemble. Comme co-organisateur de cet événement, le président de l'Alliance Suisse-Maroc, le Dr El Yazid Mouhsine a été le premier à rappeler que la tolérance était un préalable nécessaire à la coexistence pacifique entre religions, cultures et peuples. L'ambassadeur représentant permanent du royaume Maroc auprès de l'ONU à Genève, Omar Zniber, a ajouté que son pays avait, depuis longtemps, montré l'exemple en faisant cohabiter et même fraterniser musulmans, juifs et chrétiens.

<https://youtu.be/RQAtAkEnshc>

Le débat animé par Ventzeslav Sabev, secrétaire général adjoint de l'Observatoire Géostratégique Genève et activiste de la paix bien connu, s'est démarqué par la qualité des intervenants et la sagesse de leurs propos. Les échanges ont été ponctués par des chants interprétés par Keren Esther, chanteuse de la communauté Juive de Genève, d'origine Marocaine. Une immersion dans les parfums de rose, de fleur d'oranger, les couleurs et les sons de Tanger sa ville d'origine. L'artiste qui s'est engagée à transmettre l'harmonie par la musique et la peinture a trouvé un public réceptif.

Pas de reproches donc à l'ordre du jour mais des approches constructives pour un dialogue durable en dépassant les clivages et les stéréotypes. La diversité de religion, de nationalités et de fonctions des participants et des panelistes a montré qu'il était possible de se retrouver autour de valeurs communes.

Carla Khijoyan, responsable du dialogue interreligieux et du Proche Orient au sein du Conseil Œcuménique des Églises (COE) a accueilli les participants au nom du Secrétaire-Général, le Révérend Jerry Pillay, soulignant le rôle du COE dans le dialogue inter-religieux, l'éducation et l'implication de la société civile. L'ambassadeur



Un débat passionnant et apaisé

représentant permanent de la Bulgarie auprès de l'ONU à Genève, Yuri Sterk a d'ailleurs insisté sur le rôle que devait jouer cette dernière dans les processus de paix. Le Secrétaire Général de l'Alliance Évangélique Mondiale, Thomas Paul Schirmmayer a, pour sa part, rappelé la tenue, au mois de juin dernier à Marrakech, de la Conférence Parlementaire Internationale sur le dialogue interconfessionnel, laquelle a entériné la Lettre Royale comme feuille de route destinée à mettre en place un mécanisme de dialogue entre les trois religions monothéistes.

Esther Bendahan Cohen, Directrice du Centre Séfarade-Israël basé à Madrid a livré un témoignage en vidéoconférence sur son parcours de femme Juive Séfarade depuis Tétouan, jusqu'à Madrid. Elle a expliqué comment l'histoire du vivre-ensemble encourage et promeut l'intégration et la solidarité entre communautés au-delà des frontières du Maroc et du Continent Africain. L'Afrique, il en a été également question avec l'avocate genevoise Ndaté Dieng qui préside l'Association Afrodyssée qui a insisté sur la contribution de la femme Africaine dans la promotion de la paix, l'art, l'entrepreneuriat social et les affaires.

Le Dr Jaafar Kansoussi, écrivain, éditeur et historien marocain a traité des bonnes pratiques séculaires du vivre-ensemble et des traditions de

coopération inter-culturelles et inter-religieuses. Le professeur Souhail Belhaj Klaz, de l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement à Genève a livré un aperçu géopolitique de l'espace Euro-Méditerranéen, y compris l'« Euro-Mediterranean Partnership Cooperation Process » comme modèle de dialogue et de coopération pacifique régional.

Le Dr Ibrahim Salama, Chef du Service des Traités au Bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme et le Dr Michaelaek Wiener, Human Right Officer, au Bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme ont exposé les initiatives normatives engageant les États, les Organisations Internationales et la Société civile dans le dialogue inter-religieux, le respect des minorités, la prévention de la discrimination et du langage de haine.

Le colloque s'est conclu par la lecture de l'« Appel spirituel de Genève contre la Haine et l'Intolérance », document qui condamne les messages de haine et prône l'échange interculturel. Il appelle également à l'adoption de mesures concrètes qui favorisent la promotion le dialogue et a pointé du doigt le danger que représentent les fake news pour l'opinion publique et la stabilité.

⁽¹⁾ Nom du premier secrétaire général du Conseil Œcuménique des Églises